Master TRANS– Pratiques artistiques socialement engagées

Expériences en commun 2022-2023

Une question d’échelle

Master TRANS– Pratiques artistiques socialement engagées

Expériences en commun 2022-2023

Une question d’échelle

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
p. 5

Sherry Arnstein
Une échelle de participation citoyenne
p. 9

Projets collectifs
p.31

Ensemble
p. 33

Exposer les 50 ans du MLF (Mouvement de Libération des Femmes)
p. 35

L'épopée de l'écholègues, *silurer* le Rhône jusqu'à la Biennale de Lyon
p. 49

PROJET ARTISTIQUE AU QUARTIER DE L'ÉTANG
p. 61

ÉDITORIAL

En 2022, la documenta 15 donnait aux pratiques collectives une place prépondérante dans le monde de l'art. Le principe de *lumbung* (terme indonésien désignant une grange à riz communautaire, où l'excédent de récolte est stocké au profit de la communauté) était proposé par le collectif de curateur·ice·x·s *ruangrupa* pour « intentionnellement décentraliser leur autorité curatoriale en invitant des groupes d'artistes qui eux-mêmes inviteraient d'autres artistes et collectifs[1] ». Suivant cette approche, l'exposition présentait des démarches collectives avec une ampleur inédite.

La médiatrice et curatrice Nora Sternfeld voit cette exposition comme la marque d'un changement de paradigme dans l'art, un passage de la représentation vers l'infrastructure. Elle observe en effet que la documenta 15 « laisse de côté la question de l'art en tant que représentation et propose une nouvelle compréhension de l'art comme création collective d'infrastructures et d'imaginations d'un autre monde possible, posant des questions sur les ressources partagées et les économies alternatives[2] ».

Que ce soit dans des expositions comme la documenta, dans la multiplication des formations sur l'art socialement engagé[3] ou dans les pratiques de très nombreu·se·x·s artistes et travailleur·euse·x·s culturel·le·x·s, ce mouvement vers un régime de post-représentation[4] s'amplifie. Les pratiques artistiques socialement engagées ayant souvent été définies par leur recherche d'un effet « dans le réel » (l'artiste et médiateur Pablo Helguera oppose effets symboliques (de l'art en général) et effets réels pour définir l'art socialement engagé[5]), s'inscrivent naturellement dans ce « nouveau » paradigme de production artistique. Les artistes développant de telles pratiques travaillent – souvent avec un sentiment d'urgence – à l'amélioration du monde qu'iels habitent et cherchent à *faire ensemble*, plutôt qu'à *représenter*.

Ces pratiques sont enthousiasmantes souvent, difficiles à appréhender pour celleux qui les regardent de l'extérieur parfois mais toujours passionnantes car les enjeux qu'elles portent témoignent d'une complexité qui ne trouve pas toujours sa place dans

1 Sholette, Gregory (2022) A short and incomplete history of "bad" curating as collective resistance. *e-flux Criticism.* https://www.e-flux.com/criticism/491800/a-short-and-incomplete-history-of-bad-curating-as-collective-resistance.

2 Sternfeld, Nora (2023) Pratiques collectives de l'art (cycle de conférences Écologie des arts et des médias), 6 mars. TEAMeD & ArTec, Université Paris VIII.

3 Voir notamment : Social Practice Cuny ; PSU Art & Social Practice; Socially Engaged Arts Practice, Salford School of Arts, Media and Creative Technology; Social Practice and the Creative Environment, TUS; Master of Arts in Social Practice Arts and Critical Education, University of Malta; Social Practice and Innovation, University of Ontario ; Environmental Art & Social Practice, UCSC; Art and Social Practice, University of the Highlands and Islands of Scotland; Socially Engaged Art, Moore University; Social Practice, Corcoran School of the Arts & Design.

4 Voir les réflexions de Nora Sternfeld sur le sujet, en particulier : Sternfeld, Nora (2016) *Inside the Post-Representative Museum.* Mörsch, C. & Sieber, T. (eds.) *Contemporary Curating and Museum Education.* Bielefeld: transcript Verlag, pp. 175-186.

5 Helguera, Pablo (2011) *Education for Socially Engaged Art A Materials and Techniques Handbook.* Jorge Pinto Books: New York.

l'accélération de nos vies. Pour les étudiant·e·x·s en art qui inscrivent leurs recherches dans ce champ des pratiques artistiques socialement engagées, agir dans le réel signifie travailler de manière responsable, puisque les choix qui sont faits ont des conséquences pour les personnes impliquées. Ainsi, des attentes se créent autour de ces projets, à de multiples niveaux – institutionnel, interpersonnel, émotionnel – attentes qui sont parfois dépassées ou déçues. Le travail mené de manière collective et collaborative vient avec son lot de complexités éthiques et politiques qu'il faut prendre le temps de penser ensemble, de tensions qu'il faut reconnaître et apaiser sans pour autant effacer les saillances et les divergences de point de vue qui sont la richesse d'un échange. Ainsi, faire de l'art socialement engagé demande un effort permanent de déplacement de sa pensée et de ses habitudes.

L'un des écueils à éviter dans les approches artistiques collaboratives est l'illusion d'un échange qui serait totalement horizontal, où les relations de pouvoir seraient dissoutes dans l'échange « sans structure »[6]. Pour développer de façon informée et située de telles pratiques, il est donc important de s'équiper d'outils théoriques (et informés par la pratique) pour penser la manière dont la collaboration peut être menée.

L'un des « outils » fréquemment cité dans la littérature autour des pratiques artistiques socialement engagées est la « Ladder of Citizen Participation » de Sherry Arnstein, texte dans lequel l'autrice propose une lecture graduée de différents modes possibles de participation citoyenne[7]. Ce texte, écrit il y plus de cinq décennies, offre une formidable analyse de la façon dont les institutions publiques protègent leur pouvoir et présente des outils pour que ce pouvoir soit transféré vers les citoyen·ne·x·s. Les nombreuses nuances du terme « participation » sont ainsi étudiées et si, comme Arnstein l'écrit en préambule de son texte, «L'idée de la participation citoyenne est un peu comme le fait de manger des épinards : personne ne s'y oppose en principe parce que c'est bon pour la santé », les oppositions institutionnelles qui se font jour lorsque les « gouverné·e·x·s » demandent une redistribution du pouvoir montrent la dimension controversée de cette notion.

Nous proposons dans ce troisième numéro d'Expériences en commun une nouvelle traduction de ce texte de référence qui fait partie des outils que le master TRANS–partage avec ses étudiant·e·x·s. Sa lecture met en question le rôle de l'artiste dans des projets impliquant des non-spécialistes et provoque d'intenses réflexions quant aux types de relations qui sont mises en place dans le cadre des projets collectifs menés au sein du master. Ainsi, dans la pratique, différents types de participation ou collaboration peuvent cohabiter dans un même projet et l'échelle devient alors un outil qui permet de conscientiser ses déplacements et de trouver une position juste, qui s'avère souvent plus proche d'une forme d'équilibrisme que d'une confortable assise.

---

6 Voir le texte de Jo Freeman, « La tyrannie de l'absence de structure », qui montre que le fait de prétendre ne pas être structuré renforce très souvent les rapports de domination, souligne le manque d'efficacité politique des groupes qui prétendent ne pas être structurés, et propose des manières de mettre en place des structures qui ne reproduisent pas les formes traditionnelles d'organisation et de hiérarchie. Freeman, Jo (1972) The Tyranny of Structurelessness. *Second Wave*, 2 (1):20–33.

7 Échelle qui a inspiré d'autres systèmes de classification tels que ceux d'Elizabeth Rocha et sa Ladder of Empowerment (Rocha, E. M. (1997) A ladder of empowerment. *Journal of Planning Education and Research*, 17, 31–44) ou Roger Hart et sa Ladder of Children's Participation (Hart, R. A. (1992) *Children's participation: From tokenism to citizenship.* Florence, Italy: United Nations Children's Fund International Child Development Centre).

Les articles qui suivent, rédigés par les étudiant·e·x·s autour de projets collectifs menés au sein du master TRANS– durant les deux années de leur parcours, témoignent de ces oscillations.

Lorsqu'on analyse des projets artistiques socialement engagés en utilisant l'échelle d'Arnstein, l'on se rend compte des frictions qui peuvent exister entre les intentions participatives des artistes et des collectivités ou institutions qui les invitent et la position d'autorité que ces artistes occupent parfois (en termes de gestion mais aussi de légitimité symbolique et de rémunération).

C'est donc un incroyable défi que de mener de tels projets, alors même que l'on est encore en formation, mais c'est aussi une formidable occasion de comprendre où l'on veut situer sa future pratique d'artiste.

***microsillons*, octobre 2023**

> *Les projets collectifs sont depuis cette année discutés lors de sessions de « présentation croisées » où l'ensemble des étudiant·e·x·s sont présent·e·x·s et font des retours en ami·e·x·s critiques. Ces sessions sont modérées par microsillons et Ève Gabriel Chabanon (qui a rejoint le master en tant que chargéx de cours depuis septembre 2022) et remplacent l'évaluation de fin de semestre par une évaluation continue. Claude-Hubert Tatot est en charge du comité de rédaction qui mène à la réalisation des articles.*

Sherry Arnstein
Une échelle de participation citoyenne

Texte initialement publié en tant que : Sherry R. Arnstein (1969)
A Ladder Of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35:4, 216-224.

Traduit par Virginie Bobin, microsillons et Rosanna Puyol.
Relu par Mathilde Chénin.

La vive controverse sur la « participation citoyenne », le « contrôle citoyen- » et la « participation maximale possible des pauvres » s'est déroulée en grande partie autour de rhétorique exacerbée et d'euphémismes trompeurs. Afin d'encourager un dialogue plus éclairé, une typologie de la participation citoyenne est proposée à partir d'exemples tirés de trois programmes sociaux fédéraux : la rénovation urbaine, la lutte contre la pauvreté et les *Model Cities* (Villes modèles). Cette typologie, qui se veut provocante, est organisée selon un schéma en forme d'échelle dans lequel chaque échelon correspond à l'étendue de pouvoir que les citoyen·ne·s ont dans la détermination de plans et/ou de programmes.

L'idée de la participation des citoyen·ne·s est un peu comme manger des épinards : personne ne s'y oppose en principe parce que c'est bon pour la santé. La participation des gouverné·e·s à leur gouvernement est, en théorie, la pierre angulaire de la démocratie – une idée vénérée qui est vigoureusement applaudie par pratiquement tout le monde. Les applaudissements se réduisent cependant à des battements de mains polis lorsque ce principe est défendu par les démuni·e·s noirs, d'origine mexicaine, portoricain·e·s, indien·ne·s, inuit·e·s ou blanc·he·s. Et lorsque les démuni·e·s définissent la participation comme une redistribution du pouvoir, le consensus américain sur ce principe fondamental explose en de nombreuses nuances d'oppositions raciales, ethniques, idéologiques et politiques. De nombreux discours, articles et livres récents[1] explorent en détail qui sont les démuni·e·s de notre époque.

1 La littérature sur la pauvreté et la discrimination et leurs effets sur les personnes est abondante. En guise d'introduction, les éléments suivants seront utiles : B. H. Bagdikian, *In the Midst of Plenty: The Poor in America* (New York: Beacon, 1964); Paul Jacobs, "he Brutalizing of America," *Dissent*, XI (Autumn 1964), p. 423-8; Stokely Carmichael and Charles V. Hamilton, *Black Power: The Politics of Liberation in America* (New York: Random House, 1967); Eldridge Cleaver, *Soul on Ice* (New York: McGraw-Hill, 1968); L. J. Duhl, *The Urban Condition; People and Policy in the Metropolis* (New York: Basic Books, 1963); William H. Grier and P. M. Cobbs, *Black Rage* (New York: Basic Books, 1968); Michael Harrington, *The Other America: Poverty in the United States* (New York: Macmillan, 1962); Peter Marris and Martin Rein, *Dilemmas of Social Reform: Poverty and Community Action in the United States* (New York: Atherton Press, 1967); Mollie Orshansky, "Who's Who Among the Poor: A Demographic View of Poverty," *Social Security Bulletin*, XXVII (July 1965), 3-32; and Richard T. Titmuss, *Essays on the Welfare State* (New Haven: Yale University Press, 1968).

Fig. 1 Affiche d'étudiant·e·s français·e·s.

La participation citoyenne constitue le pouvoir citoyen

Parce que la question a été un nœud de discorde politique, la plupart des réponses a été volontairement enterrée sous des euphémismes inoffensifs comme l'« auto-assistance » (*self-help*) et l'« engagement citoyen ». D'autres ont été embellies au moyen d'une rhétorique qui invite à se méprendre, comme celle du « contrôle absolu », quelque chose que personne n'a ou ne peut avoir, læ président·e des États-Unis inclus·e. Entre des euphémismes et une rhétorique exacerbée, même les universitaires trouvent compliqué de suivre la controverse. Pour le public qui ne lit qu'en diagonale les gros titres, c'est tout simplement déconcertant.

Ma réponse est simplement la suivante : la participation citoyenne est un terme désignant de manière catégorique le pouvoir citoyen. Il s'agit d'une redistribution du pouvoir qui permet aux citoyen·ne·s les plus démuni·e·s, aujourd'hui exclu·e·s des processus politiques et économiques, d'être délibérément inclus·e·s dans le futur. C'est la stratégie par laquelle les démuni·e·s rejoignent la prise de décision quant au partage des informations, la détermination des buts et mesures, l'allocation des ressources provenant des taxes, la direction des programmes, la répartition des bénéfices des contrats et soutiens. En gros, ce sont les moyens par lesquels iels peuvent engranger d'importantes réformes sociales leur permettant de partager les bénéfices d'une société florissante.

Le rituel vide de sens contre le bénéfice

Il y a une différence d'importance entre le rituel vide de la participation et le pouvoir réel nécessaire pour modifier le résultat d'un processus. Cette différence est brillamment illustrée par une affiche peinte au printemps dernier [1968] par des étudiant·e·s français·e·s pour expliquer la révolte des étudiant·e·s et des ouvrier·e·s (voir fig. 1)[2]. L'affiche souligne le point fondamental selon lequel la participation sans la redistribution du pouvoir n'est qu'un processus vide et frustrant pour celleux qui n'ont pas de pouvoir. Elle permet à celleux qui ont le pouvoir de prétendre que toutes les positions ont été considérées, mais ne permet qu'à quelques un·e·s d'en bénéficier. Elle maintient le statu quo. C'est principalement ce qu'il s'est produit dans la plupart des 1000 *Community Action Programms* (Programmes d'action communautaire), et c'est ce qui promet de se produire encore dans la vaste majorité des 150 programmes de Villes modèles.

2 Cette affiche est l'une des 350 produites en mai ou juin 1968 à l'Atelier Populaire, un centre de graphisme lancé par des étudiant·e·s de l'École des Beaux-Arts et de l'École des Arts Décoratifs de la Sorbonne.

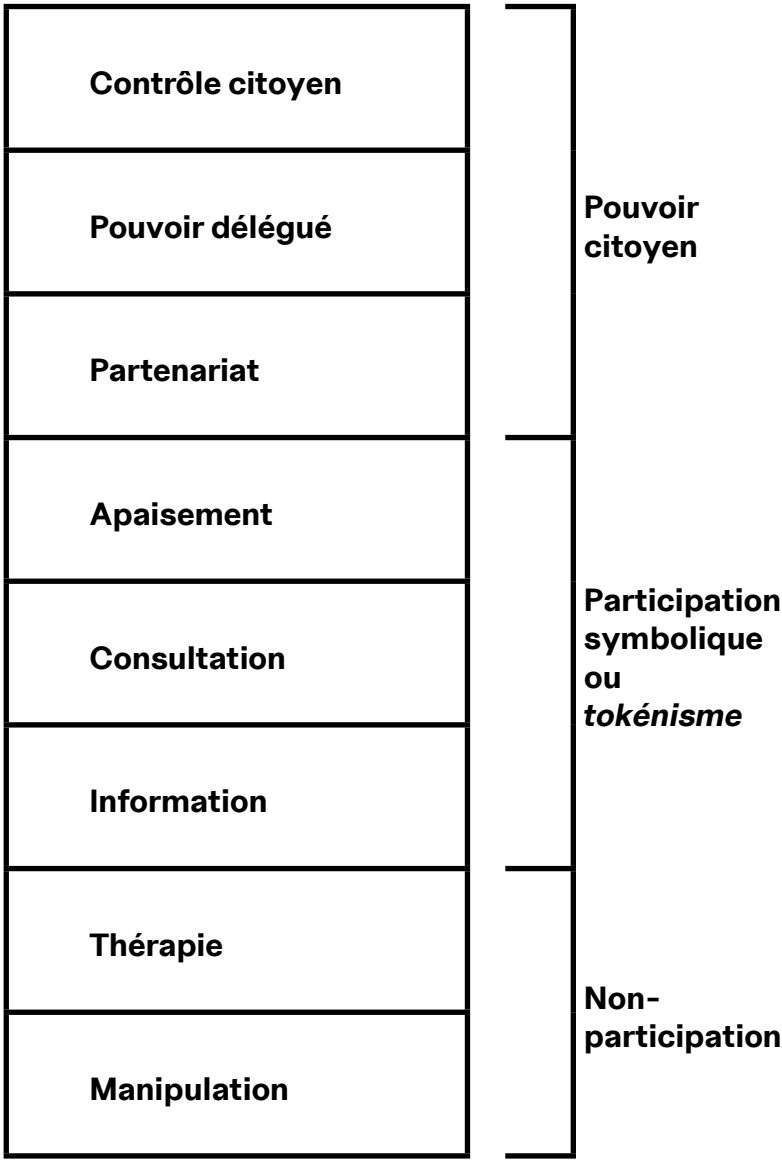


Fig. 2 Huit échelons sur l'échelle de la participation citoyenne.

Les types de participation et de « non-participation »

Une typologie de huit niveaux de participation peut aider à analyser plus clairement la question. Pour mieux illustrer mon propos, les huit types sont disposés selon le modèle de l'échelle, chaque échelon correspondant à l'étendue du pouvoir citoyen dans la détermination du produit final (voir fig. 2)[3].

Les barreaux les plus bas de l'échelle sont ceux de la Manipulation (1) et de la Thérapie (2). Ces deux échelons correspondent à des niveaux de « non-participation » que certain·e·s confondent avec une véritable participation. Leur objectif réel n'est pas de permettre aux gens de participer à la planification urbanistique ni à la mise en œuvre des programmes, mais bien de permettre à celleux qui ont le pouvoir d'« éduquer » et de « traiter » les participant·e·s. Aux échelons 3 et 4 on progresse vers les niveaux du « *tokénisme* » (ou participation symbolique) qui permet aux plus démuni·e·s de se documenter et d'avoir une voix : Information (3) et Consultation (4). Lorsque celleux qui ont le pouvoir permettent aux citoyen·ne·s d'aller jusque-là dans le processus de participation, iels peuvent en effet entendre et être entendu·e·s. Mais alors il leur manque encore le pouvoir de s'assurer que leurs voix seront réellement prises en compte par les puissant·e·s. Lorsque la participation se limite à ces niveaux, il n'y a pas de suivi, pas de « muscle », aucune certitude de transformer le statu quo. L'échelon de l'Apaisement (5) est simplement le niveau supérieur du *tokénisme* parce que les règles de base permettent aux plus démuni·e·s de donner leur avis mais laisse à celleux qui ont le pouvoir le droit inaliénable de décider.

Un peu plus haut sur l'échelle, on trouve des niveaux de pouvoir citoyen dans lesquels un poids plus important dans la prise de décision est accordée aux citoyen·ne·s. Iels peuvent entamer un Partenariat (6) qui leur permet de négocier et de faire des compromis avec les détenteur·ice·s traditionnel·le·s du pouvoir. Aux échelons les plus élevés, Pouvoir délégué (7) et Contrôle citoyen (8), les citoyen·ne·s les plus démuni·e·s ont la majorité des sièges dans la prise de décision, voire les pleins pouvoirs d'organisation.

Évidemment, cette échelle à huit barreaux est simplificatrice mais elle permet d'illustrer un aspect que tant de personnes occultent : il existe des différences considérables entre chaque niveau de participation citoyenne. Connaître ces niveaux permet de dépasser les hyperboles et de comprendre les demandes de plus en plus intenses de participation de la part des plus démuni·e·s, ainsi que l'éventail des réponses confuses de la part de celleux qui ont le pouvoir.

Même si cette typologie se fonde sur des exemples de programmes fédéraux comme les rénovations urbaines, les plans anti-pauvreté et les Villes modèles, elle pourrait tout aussi facilement s'appliquer aux églises qui font aujourd'hui face à des demandes émanant de prêtres et de laïcs cherchant à transformer leur mission ; aux universités et lycées qui sont parfois devenus littéralement des champs de bataille quant à la question du pouvoir des étudiant·e·s ; aux écoles, mairies et

3 Cette typologie est issue d'une typologie plus rudimentaire que j'ai fait circuler en mars 1967 dans un document de travail du HUD intitulé « Rhetoric and Reality ». La première typologie comprenait huit niveaux qui étaient des types moins distincts et ne suggéraient pas nécessairement une progression chronologique : Informer, Consulter, Planifier conjointement, Négocier, Décider, Déléguer, Défendre la planification et Contrôler le quartier.

commissariats (ou encore aux grandes entreprises qui seront certainement les prochaines à être inscrites sur la liste croissante des cibles que la participation devrait atteindre. Les problèmes sous-jacents sont pratiquement les mêmes : des gens qui ne sont « personne » tentent de devenir « quelqu'un·e », quelqu'un·e avec assez de pouvoir pour contraindre les institutions visées à répondre à leurs attentes, aspirations et besoins.

Les limites de la typologie

L'échelle juxtapose citoyen·ne·s sans pouvoir et citoyen·ne·s puissant·e·s afin de souligner les divisions fondamentales entre elleux. En réalité, ni les plus démun·ie·s ni les puissant·e·s ne forment des blocs homogènes. Chaque groupe est composé d'un ensemble de points de vue divergents, d'importants clivages, d'intérêts particuliers concurrents et de sous-groupes fractionnés. L'usage d'abstractions si simplistes se justifie par le fait que, la plupart du temps, les plus démuni·e·s considèrent véritablement les puissant·e·s comme un système « monolithique » et les puissant·e·s considèrent véritablement les plus démuni·e·s comme un océan de « ces gens-là », avec une compréhension bien limitée des différences de classe et de caste entre elleux.

On remarque que la typologie n'inclut pas d'analyse des obstacles les plus importants qui empêche qu'une authentique participation prenne place. Ces obstacles sont ancrés des deux côtés de cette clôture simpliste. Du côté des puissant·e·s, il s'agit du racisme, du paternalisme, de la résistance à la redistribution du pouvoir. Du côté des plus démuni·es, il s'agit de l'inadéquation de l'infrastructure et de la base de connaissances socioéconomiques et politiques dont dispose les communautés pauvres, à quoi s'ajoutent les difficultés à organiser des groupes responsables et représentatifs de citoyen·ne·s pour faire face à la futilité, l'aliénation et la méfiance.

Un autre avertissement quant aux huit niveaux qu'on distingue sur l'échelle : dans le monde réel des individus et des programmes, il peut y avoir 150 niveaux comportant des différences bien moins nettes. Par ailleurs, certaines des caractéristiques utilisées pour illustrer chacun des huit types peuvent s'appliquer à d'autres niveaux. Par exemple, l'emploi des plus démuni·e·s dans un programme ou dans une équipe de planification peut avoir lieu à n'importe quel niveau de l'échelle et peut représenter une caractéristique légitime autant qu'illégitime de participation citoyenne. Selon leurs motifs, les puissant·e·s peuvent engager des personnes pauvres pour les coopter, les apaiser ou bien utiliser leurs compétences particulières et leur expertise[4]. Certain·e·s maire·sse·s, en privé, se vantent ainsi de leur stratégie consistant à engager des dirigeant·e·s noir·e·s militant·e·s afin de les museler tout en anéantissant leur crédibilité au sein de la communauté noire.

Caractéristiques et illustrations

C'est dans ce contexte de pouvoir et d'absence de pouvoir que les caractéristiques

4 Pour un article sur certaines stratégies d'emploi possibles, voir, Edmund M. Burke, «Citizen Participation Strategies», *Journal of the American Institute of Planners*, XXXIV, n° 5 (septembre 1968), 290-1. 1968), 290-1.

des huit niveaux sont illustrés à travers des exemples extraits de programmes sociaux fédéraux actuels.

1. MANIPULATION

Au nom de la participation citoyenne, des gens sont placés dans des comités ou conseils consultatifs dans le dessein précis de les « éduquer » ou de forcer leur soutien. Au lieu d'une véritable participation citoyenne, le niveau le plus bas de l'échelle correspond à une participation déformée, transformée par les puissant·e·s en un outil de relations publiques et de communication.

Cette forme de participation illusoire est devenue en vogue avec les plans de rénovation urbaine, lorsque l'élite sociale fut invitée par les responsables du logement urbain à rejoindre des *Citizen Advisory Committees* (Comités consultatifs citoyens). Une autre cible de la manipulation était les sous-comités de conseil citoyen dédiés aux groupes minoritaires, qui servaient en théorie à protéger les droits des Noir·e·s au sein des programmes de renouvellement urbain. En pratique, ces sous-comités, comme les structures similaires qui les ont précédées, fonctionnaient principalement comme un en-tête, puisqu'il était mis en avant à des moments stratégiques afin de promouvoir des plans de rénovation urbaine (connus depuis quelques années comme des plans d'éviction des Noir·e·s).

Lors des réunions des *Citizen Advisory Committees* c'étaient les responsables officiel·le·s qui éduquaient, persuadaient et conseillaient les citoyen·ne·s, jamais le contraire. Les instructions fédérales pour les programmes de renouvellement urbain légitimaient des pratiques de manipulation en utilisant des termes comme « collecte d'informations », « relations publiques », « assistance » pour décrire de manière explicite les fonctions des comités[5].

Le style de la non-participation a depuis été appliqué à d'autres programmes intégrant des personnes pauvres. On en observe des exemples au sein des *Community Action Agencies* (Agences d'action communautaire) qui ont créé des structures nommées *Neighborhood Councils* (Conseils de quartier) ou *Neighborhood Advisory Groups* (Groupes consultatifs de quartier). Ces organes n'ont souvent aucune fonction ou pouvoir légitime[6]. Les *Community Action Agencies* les utilisent pour « prouver » que les « locaux·ales » sont bien impliqué·e·s dans le programme. Mais le programme n'a pas été discuté avec les « habitant·e·s », ou alors il leur est décrit lors d'une réunion en des termes très généraux, en disant par exemple « Nous avons besoin de vos signatures sur cette proposition de centre multi-services qui abritera sous le même toit des médecins, des travailleurs·ses sociaux·les et des spécialistes du service de l'emploi. »

Les signataires ne sont alors pas informé·e·s que le centre qui coûtera deux millions de dollars par an ne servira qu'aux résident·e·s inscrit·e·s sur les bonnes vieilles listes, dans les bonnes vieilles agences à travers la ville. On ne demande à personne si un tel centre est véritablement utile dans ce quartier. Personne n'est au courant que l'entrepreneur qui a remporté le contrat du bâtiment est le beau-frère

5 U.S., Department of Housing and Urban Development, *Workable Program for Community Improvement, Answers on Citizen Participation, Program Guide 7*, février 1966, pp. 1 et 6

6 David Austin, "Study of Resident Participants in Twenty Community Action Agencies", CAP Grant 9499.

du maire, ou que le nouveau directeur du centre sera le même vieux spécialiste de l'organisation communautaire.

Après avoir signé, les fier·ère·s habitant·e·s passeront consciencieusement le mot de leur « participation » à l'établissement d'un centre tout beau tout neuf dans le quartier, qui procurera aux gens des emplois, tout comme les services de santé et d'assistance sociale tant attendus. Ce n'est qu'après la cérémonie d'inauguration que les membres du conseil de quartier réaliseront qu'iels n'ont pas posé les questions les plus importantes, qu'iels n'avaient reçu l'aide d'aucun·e conseiller·ère technique pour mieux comprendre les éléments juridiques subtils. Le nouveau centre, ouvert de 9 h à 17 h les jours de semaine seulement, amplifie en réalité leurs problèmes : désormais, la vieille agence de l'autre côté de la ville ne les recevra plus, sauf s'iels ont une petite fiche rose prouvant qu'iels ont été envoyé·e·s par « leur » centre de quartier flambant neuf.

Malheureusement, cette absurdité n'est pas un exemple isolé. C'est en réalité presque typique de ce qui a été organisé au nom de la fameuse rhétorique de la « participation locale ». Cette mascarade est au cœur de l'exaspération profonde et de l'hostilité des plus démuni·e·s envers les puissant·e·s.

Une note d'espoir se fait entendre lorsque, ayant été si grossièrement négligé·e·s, certain·e·s citoyen·ne·s ont compris ce petit jeu et savent désormais y jouer aussi. En conséquence, iels demandent à ce que soit atteint un niveau réel de participation pour s'assurer que les programmes publics correspondent bien à leurs besoins et répondent à leurs priorités.

2. THÉRAPIE

À certains égards, la thérapie de groupe – déguisée en participation citoyenne – devrait être située au plus bas de l'échelle parce qu'elle est à la fois malhonnête et arrogante. Ses administrateur·ice·s – depuis les expert·e·s en santé mentale jusqu'aux travailleur·se·s sociaux·les en passant par les psychiatres – supposent que le fait de ne pas avoir de pouvoir est synonyme de maladie mentale. D'après cette hypothèse, et en prétendant impliquer les citoyen·ne·s dans la planification urbaine, les expert·e·s soumettent les citoyen·ne·s à une thérapie de groupe. Ce qui rend cette forme de « participation » si intenable est que l'objectif de l'engagement actif des citoyen·ne·s est de les guérir de leur supposée « pathologie », et non pas de travailler à la transformation des structures racistes et de victimisations qui sont à l'origine même de leur supposée pathologie.

Prenons un accident qui s'est produit il y a un peu moins d'un an en Pennsylvanie. Un père amenait son bébé, sérieusement malade, aux urgences de l'hôpital local. Un jeune interne alors de garde lui prescrit de ramener l'enfant chez lui et de lui donner de l'eau et du sucre. Le bébé est mort dans l'après-midi d'une pneumonie et de déshydratation. Le père en état de choc a porté plainte auprès de l'Agence d'action locale. Au lieu d'ouvrir une enquête sur l'hôpital afin de déterminer quels changements permettraient d'éviter des morts similaires ou d'autres formes de mauvais traitements, le conseil d'administration a invité le père à rejoindre les sessions de thérapie à destination des parents organisées par l'agence et lui a promis que quelqu'un·e « téléphonerait au directeur de l'hôpital pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas ».

Des exemples moins dramatiques et plus courants de thérapie se faisant passer pour de la participation citoyenne peuvent être observés au sein des programmes de logement social. Des locataires y sont instrumentalisé·e·s afin de promouvoir des campagnes de nettoyage ou de type « surveillez vos enfants ». Les locataires sont réuni·e·s afin de recevoir une aide pour « ajuster leurs valeurs et comportements à ceux de la société dans son ensemble ». Ces règles de base permettent de faire diversion quant à la résolution de problèmes bien plus importants comme les évictions arbitraires, la ségrégation dans la politique des logements sociaux, ou les causes pour lesquelles il faut compter un délai de trois mois pour remplacer une fenêtre cassée en hiver.

De nos jours, la complexité du concept de maladie mentale peut s'observer dans l'expérience des étudiant·e·s/militant·e·s pour les droits civiques confronté·e·s dans le Sud aux armes, aux fouets et à d'autres formes de terreur. Iels avaient besoin de l'aide de psychiatres au fait de leur situation sociale pour travailler sur leurs peurs et éviter la paranoïa[7].

3. INFORMATION

Informer les citoyen·ne·s de leurs droits, responsabilités et options peut constituer l'étape la plus importante vers une participation citoyenne légitime. Cependant, et trop souvent, on insiste sur un flux d'informations à sens unique – depuis une source officielle vers les citoyen·ne·s – avec aucun canal de retour et aucun pouvoir de négociation. Dans ces conditions, et particulièrement lorsque l'information est donnée à une étape tardive de la planification urbaine, les gens n'ont que peu l'occasion d'influencer le programme dont iels sont censé·e·s être bénéficiaires. Le plus souvent, les outils utilisés pour une telle communication à sens unique sont les médias, les brochures, les affiches et les réponses à des enquêtes.

Les réunions peuvent également être le lieu d'une telle communication à sens unique par la simple diffusion d'informations superficielles qui découragent les questions ou offrent des réponses non pertinentes. Lors d'une récente réunion de planification urbaine Villes modèles pour des citoyen·ne·s de Providence, Rhode Island – avec pour thème « les terrains de jeux pour les tout-petits » – un groupe de représentant·e·s citoyen·ne·s élu·e·s, dont la plupart assistait à trois à cinq réunions par semaine, ont consacré une heure à discuter de la localisation de six terrains de jeu. La population du quartier est moitié noire, moitié blanche. Plusieurs des représentant·e·s noir·e·s ont fait remarquer que quatre des terrains de jeu étaient proposés pour le quartier blanc et seulement deux pour le quartier noir. Le responsable de la Ville répondit par une longue explication, riche en détails techniques quant au coût du mètre carré et à l'espace disponible. Il était clair que la plupart des résident·e·s n'avaient pas compris son explication. Et il était clair également pour les observateur·ice·s de l'*Office of Economic Opportunity* (Bureau des perspectives économiques) que d'autres options existaient et qu'elles auraient permis, considérant les fonds disponibles, une distribution plus équitable

7 Robert Coles, "Social Struggle and Weariness", *Psychiatry*, XXVII (novembre 1964), 305-15. Je suis également redevable à Daniel M. Fox de l'université de Harvard pour certaines de ses réflexions générales sur les thérapies utilisées pour détourner les citoyens d'une véritable participation citoyenne.

des équipements. Intimidé·e·s par l'inanité, le jargon juridique et le prestige lié à la figure du responsable de la Ville, les citoyen·ne·s acceptèrent l'« information » et approuvèrent la proposition de l'agence quant à l'installation de quatre terrains de jeux dans le quartier blanc[8].

4. CONSULTATION

Solliciter l'avis des citoyen·ne·s, autant que les informer, peut constituer une étape légitime vers leur pleine participation. Mais si la consultation n'est pas combinée à d'autres modes de participation, ce niveau de l'échelle reste un leurre puisqu'il n'offre aucune assurance que les idées et préoccupations des citoyen·ne·s seront prises en compte. Les méthodes de consultation qu'on retrouve le plus souvent sont les enquêtes d'opinion, les réunions de quartier et les auditions publiques.

Lorsque les puissant·e·s limitent l'impact des idées des citoyen·ne·s uniquement à ce niveau, la participation n'est tout au plus qu'un rituel superficiel. Les gens sont principalement perçus comme des abstractions statistiques et la participation mesurée au nombre de personnes présentes aux réunions, au nombre de brochures qu'iels auront emportées avec elleux ou bien celui des questionnaires auxquels iels auront répondu. Ce que les citoyen·ne·s font à travers toutes ces activités, c'est « participer à la participation ». Et ce que font les puissant·e·s, c'est obtenir la preuve qu'iels ont bien suivi les étapes requises afin d'impliquer ces dernier·ère·s.

Les enquêtes d'opinion sont devenues un sujet de discorde dans les quartiers ghettoïsés. Les résident·e·s sont de plus en plus insatisfait·e·s d'être interrogé·e·s plusieurs fois par semaine sur leurs problèmes et leurs espoirs. Comme l'explique une femme : « Rien ne se passe jamais avec ces foutues questions, sauf pour l'enquêteur·ice, qui touche 3$ de l'heure, et ce jour-là ma lessive n'est pas faite. » Dans certaines communautés, les résident·e·s sont tellement sollicité·e·s qu'iels demandent à être rémunéré·es pour répondre aux questions.

Ces enquêtes ne sont pas des indicateurs valides de l'opinion d'une communauté locale lorsqu'elles sont utilisées sans autre contribution de la part des citoyen·ne·s. Enquête après enquête (financées par les fonds anti-pauvreté), ce qui est « documenté » est le fait que les femmes au foyer pauvres étaient celles qui tenaient le plus à avoir dans leur quartier des terrains de jeux où leurs enfants pourraient jouer en sécurité. Mais la plupart des femmes ont répondu à ces questionnaires sans connaître les options possibles. Elles considéraient que si elles demandaient quelque chose de petit, elles obtiendraient quelque chose d'utile au quartier. Si les mères avaient su qu'une assurance maladie gratuite était l'une des options, elles n'auraient peut-être pas mis les terrains de jeux si haut sur leur liste de souhaits.

Un abus classique de l'échelon de la consultation s'est produit à New Haven dans le Connecticut, lors d'une réunion de la communauté locale visant à consulter les citoyen·ne·s sur une proposition de bourse Villes modèles. James V. Cun-

8 Voir, Gordon Fellman, "Neighborhood Protest of an Urban Highway", *Journal of the American Institute of Planners*, XXXV, No. 2 (mars 1969), 118-22.

ningham, dans un rapport non publié à la Fondation Ford, décrit la foule comme nombreuse et principalement hostile[9] :

> Des membres de l'association des parents de The Hill ont demandé pourquoi les résident·e·s n'avaient pas participé à l'élaboration de la proposition. Spitz, le directeur de l'Agence d'action locale, expliqua qu'il s'agissait simplement d'une proposition pour la recherche de fonds fédéraux pour la planification, que lorsque les fonds seraient obtenus, les résident·e·s seraient complètement impliqué·e·s dans la planification. Un observateur extérieur assis dans le public décrit ainsi la réunion : « Spitz et Mel Adams dirigeaient seuls la réunion. Aucun·e représentant·e du groupe du quartier de Hill ne modérait l'entretien ni même n'était présent·e sur scène. Spitz expliqua aux résident·e·s que cette grande réunion était un exemple de « participation à la planification ». Pour le prouver, et parce qu'il y avait une grande insatisfaction parmi le public, il appela au 'vote' sur chacun des éléments de la proposition. Le vote prit la forme suivante : 'Puis-je voir les mains levées de celleux en faveur d'une clinique ? Celleux qui s'y opposent ?' C'était un peu comme demander qui était pour la maternité. »

C'est une combinaison de suspicion profonde, découlant de cette réunion, et d'une longue histoire de formes similaires de « participation de façade » qui mena les résident·e·s de New Haven a demander le contrôle du programme.

À l'opposé, il est utile de regarder du côté de Denver, où des technicien·ne·s ont appris que même les mieux intentionné·e·s d'entre elleux ne sont que rarement familier·e·s et sensibles aux problèmes et aspirations des pauvres. Le directeur technique du programme Villes modèles a décrit la façon dont les urbanistes professionnel·le·s considèrent que les résident·e·s, victimes des prix trop élevés des commerçant·e·s locaux·les, « avaient sévèrement besoin d'une éducation quant à la consommation »[10]. D'autre part, les résident·e·s soulignaient que les commerçant·e·s locaux·les remplissaient une fonction importante. Bien qu'iels pratiquent des prix trop élevés, iels offraient aussi des crédits, donnaient des conseils et étaient souvent les seuls endroits du quartier où l'on pouvait encaisser ses chèques de salaire ou d'aide sociale. À l'issue de cette consultation, les technicien·ne·s et les habitant·e·s se sont mis·es d'accord pour substituer la création d'institutions de crédit pour le quartier à celle d'un programme d'éducation à la consommation.

5. L'APAISEMENT

C'est à ce niveau que les citoyen·ne·s commencent à jouir d'un certain degré d'influence, même si une forme de *tokénisme* reste présent. Un exemple de stratégie

9 James V. Cunningham, « Resident Participation ». Rapport non publié préparé pour la Fondation Ford, août 1967, p. 54.

10 Entretien avec Maxine Kurtz, directrice technique, Denver CDA.

de l'apaisement est de placer quelques personnes pauvres pré-sélectionnées aux conseils d'administration des *Community Action Agencies* ou de les intégrer à des organes publics comme des conseils d'administration d'écoles, des commissions de police, des agences de logement. S'iels ne sont pas responsables envers les électeur·ices, si l'élite traditionnelle au pouvoir conserve la majorité des sièges, les plus démuni·e·s peuvent facilement être écarté·e·s et dupé·e·s. Un autre exemple est celui des comités de conseil et de planification des Villes modèles. Ils autorisent les citoyen·ne·s à donner des conseils ou à planifier à l'envi mais ne confèrent qu'aux puissant·e·s le droit de juger de la légitimité ou de l'applicabilité des conseils. Le degré auquel les citoyen·ne·s sont véritablement apaisé·e·s dépend bien sûr principalement de deux facteurs : la qualité de l'assistance technique dont iels bénéficient pour hiérarchiser leurs priorités et de degré d'organisation de la communauté pour faire pression en faveur de ces priorités.

Il n'est pas surprenant que le niveau de participation citoyenne dans la vaste majorité des programmes Villes modèles corresponde à ce que l'échelle de participation définit comme l'apaisement voire à un niveau inférieur encore. Les décideur·euse·s au *Department of Housing and Urban Development* (Département du logement et du développement urbain) étaient déterminé·e·s à renvoyer le Génie du pouvoir citoyen dans la lampe dont il s'était échappé (dans quelques villes) à une clause stipulant un « maximum de participation possible » au sein des programmes de lutte contre la pauvreté. Ainsi, ce département fait passer son approche de régénération physique, sociale et économique des quartiers délabrés par l'intermédiaire de la Mairie. Il a mis en place un ensemble de règles pour que tout l'argent des Villes modèles aille vers une *City Demonstration Agency* (Agence de Ville modèle) en passant par le conseil municipal. Votée par le Congrès, cette clause donna aux conseils municipaux un droit de veto final sur les planifications et les programmes, écartant toute possibilité de financement direct de propositions émanant des communautés locales par le *Department of Housing and Urban Development*.

Le *Department of Housing and Urban Development* a demandé à la *City Demonstration Agency* de créer une coalition, des conseils pour élaborer des mesures dans lesquelles seraient nécessairement présent·e·s les notables locaux·ales nécessaires, afin de créer un plan physique et social général durant la première année. Le plan devait être mené à bien dans les cinq années suivantes. Le *Department of Housing and Urban Development*, à la différence du *Office of Economic Opportunity*, ne demandait pas que les citoyen·ne·s les plus démuni·e·s soient inclus·e·s dans les conseils administratifs décisionnels de la *City Demonstration Agency*. Les standards d'efficacité de la participation citoyenne du *Department of Housing and Urban Development* exigeaient simplement que « les citoyen·ne·s aient un accès clair et direct au processus de prise de décision ».

En conséquence, la *City Demonstration Agency* a composé son conseil d'administration décisionnel de manière à inclure une combinaison d'élu·e·s, de représentant·e·s d'écoles, de responsables de la santé, du social et du logement, de représentant·e·s des départements de l'emploi et de la police et de divers dirigeant·e·s d'entreprises et président·e·s d'associations. Seules quelques *City Demonstration Agency* incluèrent des citoyen·ne·s du quartier. De nombreux·ses

maire·se·s interprétèrent la disposition du *Department of Housing and Urban Development* qui imposait un « accès au processus décisionnel » de façon à ce qu'elle devienne comme l'issue de secours dont iels avaient besoin pour reléguer les citoyen·ne·s à leur rôle traditionnel de conseil.

La plupart des *City Demonstration Agency* créèrent des comités consultatifs de résident·e·s. Un nombre alarmant d'entre elles conçurent des conseils et des comités décisionnels de citoyen·ne·s tout à fait mal nommés puisqu'ils n'étaient dotés d'aucun pouvoir de décision ou seulement d'une autorité très limitée. Presque chaque *City Demonstration Agency* a créé près d'une douzaine de comités de planification et de groupes de travail sur de grands sujets comme la santé, les aides sociales, l'éducation, le logement ou le chômage. Le plus souvent, les citoyen·ne·s les plus démuni·e·s étaient invité·e·s à rejoindre ces comités aux côtés de technicien·ne·s des agences gouvernementales intéressées. D'autre part, quelques agences ont composé des comités de planification de technicien·ne·s et, en parallèle, des comités citoyens distincts.

Dans la plupart des programmes Villes modèles, on a passé un temps infini à composer des conseils administratifs, des comités et des groupes de travail compliqués pour l'année de planification. Mais les droits et responsabilités des divers éléments de ces structures n'ont pas été définis et sont restés ambigus. Une telle ambiguïté a souvent causé des conflits importants à la fin du processus de planification d'une année. En effet, c'est à ce moment-là que les citoyen·ne·s ont pu réaliser qu'une fois encore iels avaient considérablement « participé » mais n'en avaient pas tiré profit au-delà du niveau auquel les puissant·e·s ont décidé de les apaiser.

Les résultats d'une étude de l'équipe conduite durant l'été 1968, avant qu'une deuxième série de soixante-quinze bourses de planification ne soit allouée) sont parus en décembre 1968 dans le bulletin du *Department of Housing and Urban Development*[11]. Même si ce document public faisait usage d'un langage mesuré et diplomatique, il vient confirmer les critiques déjà formulées à l'encontre des conseils d'administration non-décisionnels et du caractère complexe et ambiguë de ces structures, ajoutant les conclusions suivantes :

1. La plupart des *City Demonstration Agencies* ne négociaient pas les termes de la participation avec les citoyen·n·es.
2. Les citoyen·ne·s, en raison de mauvaises expériences passées avec des notables locaux·les, étaient très suspicieux·ses quant à ces nouveaux programmes miracles. De manière légitime, iels se montraient méfiant·e·s quant aux intentions de la Mairie.
3. La plupart des *City Demonstration Agencies* ne travaillaient pas avec des groupes de citoyen·ne·s véritablement représentatifs des quartiers ni responsables envers les électeur·ice·s de quartier. Comme dans de nombreux programmes de lutte contre la pauvreté, celleux qui étaient impliqué·e·s étaient plus représentatif·ve·s de la classe des travailleur·se·s

11 États-Unis, Department of Housing and Urban Development, "Citizen Participation in Model Cities", *Technical Assistance Bulletin*, No. 3 (décembre 1968).

à mobilité sociale ascendante. Ainsi, leur accord quant aux plans préparés par les agences de la Ville ne reflétaient probablement pas l'opinion des chômeur·se·s, des jeunes, des résident·e·s plus militant·e·s et des très pauvres.

4. Les résident·e·s qui participaient à de trois à cinq réunions par semaine n'étaient pas au courant de leurs droits et responsabilités, ni des options qui leur étaient offertes dans le cadre du programme. Par exemple, iels n'avaient pas réalisé qu'iels n'étaient pas obligé·e·s d'accepter l'aide des technicien·ne·s de la Ville en qui iels n'auraient pas eu confiance.
5. La majeure partie de l'aide technique offerte par les agences de la Ville et *City Demonstration Agencies* était de qualité médiocre, paternaliste et condescendante. Les technicien·ne·s des agences ne suggéraient aucune option innovante. Iels réagissaient de manière bureaucratique alors que les résident·e·s demandaient des approches innovantes. Les intérêts particuliers des agences traditionnelles de la Ville étaient prédominants, même si cela était camouflé.
6. La plupart des *City Demonstration Agencies* n'étaient pas engagées dans une planification assez large pour exposer les racines du délabrement urbain et proposer des solutions. Elles étaient engagées dans des formes de « réunionnite » et soutenaient des stratégies qui résultaient en une « projetite », qui elle-même se soldait par une « liste de tâches » répartie dans des programmes traditionnels à mettre en œuvre par des agences traditionnelles en suivant la même logique que celle qui a mené à la naissance des bidonvilles.
7. Les résident·e·s n'obtenaient pas assez d'informations de la part des *City Demonstration Agencies* pour être en mesure de réviser les plans développés par les agences ou encore pour initier leurs propres plans comme requis par le *Department of Housing and Urban Development*. Au mieux, iels obtenaient des informations superficielles. Au pire, iels ne recevaient même pas de copies des documents du Département.
8. La plupart des résident·e·s ne connaissaient pas leurs droits à être remboursé·e·s des dépenses induites par leur participation – baby-sitting, coûts liés au transport, etc.
9. La plupart des *City Demonstration Agencies* n'avait même pas envisagé qu'une formation des résident·e·s – leur permettrait d'y voir plus clair dans le labyrinthe des systèmes et réseaux de sous-systèmes de la Ville, de l'État, de l'État fédéral.

Ces conclusions menèrent à une nouvelle interprétation publique de l'approche du *Department of Housing and Urban Development* de la participation citoyenne. Même si les conditions pour obtenir les 75 subventions lors de ce deuxième cycle de Villes modèles restaient inchangées, les 27 pages du bulletin technique du *Department of Housing and Urban Development* sur la participation citoyenne préconisaient que les Villes partagent le pouvoir avec les résident·e·s. Cela exigeait aussi que les agences expérimentent des contrats de sous-traitance dans le cadre desquels les groupes de résident·e·s pourraient embaucher leurs propres technicien·ne·s de confiance.

Une enquête plus récente a été mise en circulation par l'*Office of Scientific and Technical Information* (Bureau de l'information scientifique et technique), une entreprise privée sous contrat avec l'*Office of Economic Opportunity* pour fournir une assistance technique et une formation aux citoyen·ne·s engagé·e·s dans les programmes Villes modèles dans le Nord-Est du pays. Ce rapport corrobore l'étude précédente et ajoute[12]:

Dans pratiquement aucune structure de Villes modèles, la participation des citoyen·ne·s ne correspond à un véritable partage de la prise de décision, qui aurait fait que les citoyen·ne·s auraient pu se considérer comme « partenaires de ce programme ».

> En général, il semble impossible pour les citoyen·ne·s d'avoir un impact significatif sur la planification en cours dans son ensemble. Le plus souvent, les urbanistes des *City Demonstration Agencies* et les urbanistes d'agences déjà en place mettent en œuvre la planification réelle alors que les citoyen·ne·s jouent un rôle périphérique de « chiens de garde » et, dans la phase finale, doivent apporter leur blanc-seing sur le programme ainsi élaboré. Dans les cas où les citoyen·ne·s ont la responsabilité directe de la conception des programmes, la période autorisée et les ressources techniques indépendantes rendues disponibles ne permettent pas de faire quoi que ce soit d'autre que de mettre en œuvre des approches très traditionnelles de résolution des problèmes.

> En général, on pense très peu ou pas du tout aux moyens d'assurer une participation citoyenne continue durant l'étape de réalisation. Dans la plupart des cas, les agences traditionnelles sont envisagées comme les maître d'œuvre des programmes Villes modèles et peu de mécanismes ont été développés pour encourager un changement organisationnel ou de méthode de « livraison » des programmes par ces agences, ou encore pour assurer que les citoyen·ne·s aient bien une influence sur ces agences alors qu'elles réalisent les programmes Villes modèles… Dans l'ensemble, encore une fois, on planifie pour les gens. Dans la plupart des cas, les décisions de planification les plus importantes sont prises par les équipes des agences de démonstration et approuvées de manière formelle par les conseils administratifs.

6. PARTENARIAT

À ce niveau de l'échelle, le pouvoir est en réalité redistribué à travers une négociation entre les citoyen·ne·s et celleux qui ont le pouvoir. Iels s'accordent pour par-

12 Organization for Social and Technical Innovation, Six-Month Progress Report to Office of Economic Opportunity, Region 1, 1er février 1969, pp. 27, 28 et 35.

tager les responsabilités quant à la planification et à la prise de décision au moyen de structures telles que les conseils d'administration, les comités de planification et des mécanismes permettant de sortir des impasses. Après que les règles de base ont été établies dans une logique de négociation, elles ne peuvent plus être changées de manière unilatérale.

Le partenariat a plus de chance de fonctionner lorsque nous sommes en présence d'une communauté locale puissante et organisée à laquelle les dirigeant·e·s citoyen·ne·s doivent rendre des comptes et lorsque les groupes de citoyen·ne·s disposent de ressources financières suffisantes pour embaucher (et licencier) leurs propres technicien·ne·s, avocat·e·s et administrateur·ice·s. Lorsque ces conditions sont réunies, les citoyen·ne·s disposent d'une véritable influence dans la négociation sur l'issue du projet des résultats du plan (tant que les deux parties considèrent utile le maintien du partenariat). Un dirigeant de communauté décrit cela « comme venir à la Mairie avec son chapeau sur la tête au lieu de le tenir à la main ».

Dans le programme Villes modèles, seulement une quinzaine des 75 villes du « premier cycle » de soutien ont atteint un degré significatif de partage du pouvoir avec les résident·e·s. Dans toutes ces villes, sauf une, ce sont les exigences de citoyen·ne·s en colère, et non l'initiative de la Ville, qui ont permis de négocier le partage du pouvoir[13]. Les négociations furent déclenchées par des citoyen·ne·s poussé·e·s à bout par des expériences préalables de participation superficielle. Iels étaient à la fois en colère et suffisamment perspicaces pour refuser d'être « trompé·e·s » à nouveau. Iels menacèrent de s'opposer à l'attribution de la subvention de planification par la Ville. Iels envoyèrent des délégations au *Department of Housing and Urban Development* à Washington. Iels utilisèrent un langage abrasif. Les négociations se déroulèrent dans un climat de suspicion et de rancœur.

La plupart du temps, lorsque le pouvoir était partagé c'est qu'il avait été pris par les citoyen·ne·s, non donné par la Ville. Il n'y a rien de nouveau ici : puisque celleux qui détiennent le pouvoir veulent toujours s'y accrocher, le pouvoir doit être arraché par les sans-pouvoirs plutôt qu'offert par les puissant·e·s.

Un tel partenariat, qui fonctionne, a été négocié par les résident·e·s d'un quartier modèle de Philadelphie. Comme la plupart des candidat·e·s à une aide du dispositif Villes modèles, Philadelphie rédigea un dossier de plus de 400 pages et le brandit lors d'une réunion organisée à la dernière minute avec des leaders de la communauté locale. Lorsqu'on a demandé à celleux qui étaient là de valider le

13 A Cambridge, dans le Massachusetts, la Mairie a proposé de partager le pouvoir avec les habitant·e·s et a anticipé la nécessité d'une période au cours de laquelle un groupe de citoyen·ne·s représentatif·ve·s pourrait être engagé afin de lever les ambiguïtés en matière d'autorité, de structure et de processus. À la demande du Maire, le HUD a permis à la Ville de dépenser pendant plusieurs mois les fonds de planification de Villes modèles pour organiser des activités communautaires. Au cours de ces mois, le personnel du bureau du directeur municipal a également aidé les habitant·e·s à rédiger une ordonnance municipale qui a créé un CDA composé de seize résident·e·s élu·e·s et de huit représentant·e·s nommé·e·s du secteur public et du secteur privé. Ce corps dominé par les résident·e·s avait le pouvoir d'embaucher et de licencier les membres de la CDA, d'approuver tous les plans, tous les budgets et contrats de la Ville, de définir des politiques à suivre, etc. L'ordonnance, qui a été adoptée à l'unanimité par le conseil municipal, prévoyait également que tous les plans de Model City soient approuvés par une majorité de résident·e·s du quartier par référendum. Le pouvoir d'approbation finale revient au conseil municipal en vertu de la loi fédérale.

dossier, iels protestèrent avec colère contre l'absence de consultation par la Ville au moment crucial de la préparation de la demande. Un porte-parole de la communauté menaça d'organiser une mobilisation du quartier contre le dossier si la Ville n'acceptait pas d'accorder aux citoyen·ne·s quelques semaines pour relire le dossier et faire des propositions de modifications. Les élu·e·s acceptèrent.

Lors de la réunion suivante, les citoyen·ne·s remirent aux élu·e·s un texte de remplacement pour la section du dossier concernant la participation citoyenne ; ce texte modifiait les règles de base en remplaçant le faible rôle consultatif des citoyen·e·s par un accord solide de partage du pouvoir. Le dossier de candidature de Philadelphie au *Department of Housing and Urban Development comprenait* ainsi mot pour mot cette contre-proposition. Il comprenait aussi une nouvelle introduction rédigée par les citoyen·ne·s qui modifiait la description parternaliste faite par la Ville du quartier modèle et de ses problèmes par une analyse réaliste de ses forces, faiblesses et potentiels.) En conséquence, la proposition de comité décisionnel de la *City Demonstration Agency* de Philadelphie fut revue afin de réserver cinq sièges sur onze à l'organisation de résident·e·s, nommée *Area Wide Council* (Grand conseil du secteur). Ce conseil obtint un contrat de sous-traitance de la part de l'agence pour plus de 20 000 $ par mois, permettant de maintenir l'organisation du quartier, de rémunérer les leaders citoyen·ne·s 7 $ par réunion pour leur travail de planification, ainsi que de rémunérer les salarié·e·s d'une équipe d'organisateur·ice·s de la communauté locale, urbanistes et autres technicien·ne·s. Le *Area Wide Council* a dès lors le pouvoir d'élaborer ses propres plans, de collaborer avec les comités des *City Demonstration Agencies* ainsi que d'examiner les plans initiés par des agences de la Ville. Il jouit d'un droit de veto afin qu'aucun plan ne puisse être soumis par les *City Demonstration Agencies* au conseil municipal avant d'être examiné et que tout désaccord ne donne lieu à des négociations avec le *Area Wide Council*. Les représentant·e·s du *Area Wide Council* (qui correspond à une fédération d'organisations de quartier rassemblées en seize pôles de quartier) peuvent assister à toutes les réunions de travail des *City Demonstration Agencies*, des comités de planification et des sous-comités.

Même si le conseil municipal jouit d'un droit de veto final quant au plan (par application de la loi fédérale), le *Area Wide Council* dispose d'une base électorale de quartier assez puissante pour négocier toute objection de dernière minute que pourrait soulever le conseil municipal lorsqu'il considère les innovations proposées par le *Area Wide Council*, comme un crédit foncier, une corporation de développement économique ou un programme expérimental de revenus minimum destiné à 900 familles pauvres.

7. POUVOIR DÉLÉGUÉ

Les négociations entre les citoyen·ne·s et les fonctionnaires peuvent également aboutir à ce que les citoyen·ne·s obtiennent un pouvoir de décision plus important sur un plan ou un programme particulier. Les comités décisionnels de Ville Modèles ou les délégations *Community Action Agencies* où les citoyen·ne·s ont une nette majorité de sièges et des pouvoirs spécifiques authentiques sont des exemples typiques. À ce niveau, l'échelle est adaptée de manière à ce que les citoyen·ne·s aient en main les cartes importantes leur permettant d'assurer la responsabilité du

programme envers elleux. Pour résoudre les différends, celleux qui ont le pouvoir doivent engager les négociations plutôt que répondre à la pression de l'autre partie.

Un tel rôle décisionnel prépondérant a été acquis par les résident·e·s dans quelques-unes des Villes modèles, dont Cambridge, Massachusetts ; Dayton et Columbus, Ohio ; Minneapolis, Minnesota ; Saint-Louis, Missouri ; Hartford et New Haven, Connecticut et enfin Oakland, California.

À New Haven, les résident·e·s du quartier de Hill ont mis en place une corporation à qui iels ont délégué le pouvoir de préparer le plan entier pour Villes modèles. La Ville, qui avait reçu une aide à la planification de 117 000 $ de la part du *Department of Housing and Urban Development*, avait sous-traité avec la corporation du quartier afin qu'elle embauche sa propre équipe d'urbanistes et de consultant·e·s, pour un montant de 110 000 $. La corporation de Hill dispose de 11 représentant·e·s sur 21 ce qui lui assure une majorité lorsque sa proposition de plan est examinée par la *City Demonstration Agencies*.

Un autre modèle de pouvoir délégué consiste en la constitution de groupes parallèles et séparés de citoyen·ne·s et de détenteur·ice·s de pouvoir, avec la réserve d'un veto citoyen si les différends ne peuvent être résolus par négociation. C'est un modèle de coexistence particulièrement intéressant pour les citoyen·ne·s hostiles et trop amer·ère·s envers la Mairie – en raison d'expériences d'« efforts collaboratifs » passés — pour s'engager dans une planification commune.

Puisque tous les programmes Villes modèles requièrent une validation par le conseil de la Ville avant que le *Department of Housing and Urban Development* ne les finance, les conseils de la Ville jouissent d'un pouvoir de veto final même lorsque les citoyen·nes disposent de la majorité des sièges au conseil de l'Agence de démonstration. À Richmond, en Californie, le conseil de la Ville s'accordait sur un contre-veto des citoyen·nes, mais les détails de cet accord sont ambigus et n'ont même pas été testés.

Différents arrangements de pouvoir délégué émergent aussi au sein du Programme d'action locale, comme le résultat des requêtes des quartiers et des directives de l'*Office of Economic Opportunity* les plus récentes qui ont poussé les *Community Action Agencies* à « dépasser les exigences basiques » de participation des résident·e·s[14]. Dans certaines villes, ces agences ont sous-traité des groupes à majorité de résident·e·s pour planifier et/ou travailler dans le cadre d'une ou plusieurs composantes d'un programme de quartier décentralisé, comme un centre de services polyvalent ou un programme d'aide à la petite enfance. Ces contrats incluent généralement un budget et des précisions à propos du programme sur lesquelles on s'est accordé·e ligne par ligne. Ils incluent aussi habituellement une mention spécifique quant à la délégation de pouvoirs significatifs, par exemple : la prise de décision, le recrutement et le licenciement, la sous-traitance pour la construction, l'achat et la location (certains contrats de sous-traitance sont si ouverts qu'ils sont à la limite du modèle du contrôle citoyen).

14 U.S., Office of Economic Opportunity, OEO Instruction, *Participation of the Poor in the Planning, Conduct and Evaluation of Community Action Programs* (Washington, D.C. : 1er décembre 1968), pp. 1-2.

8. LE CONTRÔLE CITOYEN

On observe une augmentation des revendications pour un contrôle des écoles par la communauté locale, par les personnes noir·e·s et par le quartier. Même si personne dans le pays ne jouit d'un contrôle absolu, il est primordial que la rhétorique ne soit pas confondue avec l'intention. Les gens demandent simplement un certain degré de pouvoir (ou de contrôle) garantissant que les participant·e·s ou résident·e·s puissent gouverner un programme ou une institution, être pleinement en charge des mesures et aspects organisationnels, et à même de négocier les conditions sous lesquelles des personnes extérieures peuvent les modifier.

Une corporation de quartier, sans intermédiaire entre elle et la source des financements, est le modèle le plus souvent défendu. Un petit nombre de ces corporations expérimentales produit déjà des biens et/ou des services sociaux. Divers autres seraient en cours de développement, et de nouveaux modèles de contrôle émergeront sans doute alors que les plus démuni·e·s continuent de lutter pour disposer de plus de contrôle sur leurs vies.

Même si la lutte amère pour un contrôle local des écoles de Ocean Hill-Brownsville à New York a suscité une peur grandissante, traduite par les gros titres de la presse grand public, des expériences moins exposées démontrent que les plus démuni·e·s peuvent véritablement améliorer leur sort en se chargeant de tout le travail de planification, de prise de décision et d'organisation d'un programme. Certains apportent même la preuve qu'iels peuvent faire tout cela d'une seule main parce qu'iels sont contraint·e·s d'utiliser l'autre pour faire face au barrage ininterrompu d'oppositions locales déclenchées par l'annonce d'une subvention fédérale allouée à un groupe local ou bien à un groupe de personnes noires.

La plupart de ces programmes expérimentaux a été financé par des fonds de recherche et du l'*Office of Economic Opportunity* en coopération avec d'autres agences fédérales. En voici des exemples :

1. Une subvention de 1,8 million de dollars a été allouée à la Corporation de développement de la zone d'Hough à Cleveland afin d'organiser les programmes de développement économique dans un quartier ghettoïsé et de développement d'une série d'entreprises économiques depuis un projet de nouvelle combinaison centre commercial-logements sociaux à un programme de garantie des prêts pour les entrepreneur·e·s locaux·ales du bâtiment. Le conseil de la corporation à but non lucratif est composé de leaders des principales communautés locales de ce quartier à majorité d'habitant·e·s noir·e·s.
2. À peu près 1 million de dollars (et 595 751 $ la deuxième année) ont été alloués à l'Association coopérative des fermier·ère·s de l'Alabama du Sud-Ouest à Selma, pour une coopérative de commerce de nourriture et de bétail regroupant dix comtés. Malgré les tentatives locales d'intimidation de la coopérative (dont l'usage de la force pour arrêter les camions qui allaient au marché), les adhésions atteignirent dès la première année les 1 150 fermier·e·s, qui gagnèrent 52 000 $ sur la vente de leurs nouvelles récoltes. Le conseil élu de la coopérative est composé de deux fermiers noirs pauvres de chacun des dix comtés dont l'économie est en crise.

3. À peu près 600 000 $ (et 300 000 $ à l'occasion d'une subvention supplémentaire) furent alloués à la Corporation d'Albina et au Fonds d'investissement d'Albina pour créer une entreprise de fabrication possédée et exploitée par des personnes noires dont l'équipe de managers inexpérimentée et les employé·e·s issu·e·s de groupes minorisés du quartier d'Albina. L'usine rentable de fabrication de laine et de métal deviendra la propriété de ses employé·e·s au moyen d'un plan de compensation différée.
4. À peu près 800 000 $ (et 400 000 $ la deuxième année) ont été alloués au Conseil du Commonwealth de Harlem pour démontrer qu'une corporation de développement fondée sur la communauté locale pouvait catalyser et mettre en œuvre un programme de développement économique avec un large soutien et une participation importante de la communauté. Après seulement dix-huit mois de négociations et de développement du programme, le conseil lancera bientôt plusieurs projets de grande envergure dont deux supermarchés, un centre d'entretien et de réparation automobile (avec un programme intégré de formation de la main-d'œuvre), un organisme de financement pour les familles qui gagnent moins de 4 000 $ par an, et une entreprise de traitement des informations. Le conseil, intégralement composé de personnes noir·e·s vivant à Harlem, gère déjà une fonderie de pièces en métal.

Même si plusieurs groupes de citoyen·ne·s (ainsi que leurs maires·ses) font usage d'une rhétorique de contrôle citoyen, aucune Ville modèle ne peut répondre aux critères du contrôle citoyen puisque le pouvoir final de validation et la responsabilité sont maintenues du côté de la Ville.

Daniel P. Moynihan affirme que les conseils de Ville sont représentatifs de la communauté, mais Adam Walinsky illustre la non-représentativité de ce type de représentation[15] :

> Qui… exerce le « contrôle » dans le processus représentatif ? Dans le ghetto de Bedford-Stuyvesant à New York, il y a 450 000 personnes – autant que dans la ville de Cincinnati, plus que dans l'État du Vermont. Pourtant, le quartier n'est doté que d'un seul lycée et 80 pour cent des adolescent·e·s abandonnent leur scolarité, le taux de mortalité infantile est deux fois plus important que la moyenne nationale, il y a plus de 8 000 immeubles abandonnés par toustes, sauf les rats, et pourtant le quartier n'a pas reçu un dollar de la part des fonds de rénovation urbaine durant les quinze premières années de fonctionnement du programme, et Dieu seul connaît le taux d'emploi.

15 Adam Walinsky, "Review of *Maximum Feasible Misunderstanding*" par Daniel P. Moynihan, New York Times Book Review, 2 février 1969.

Clairement, Bedford-Stuyvesant a des besoins bien particuliers, pourtant le quartier a toujours été le grand oublié parmi les huit millions d'habitant·e·s de la ville. En réalité, il a fallu un procès pour que le quartier gagne, en 1968, un premier représentant au Congrès. Dans quelle mesure le système représentatif peut-il être considéré comme « parlant pour » sa communauté, durant ces longues années de négligence et de dégradation ?

L'argument de Walinsky quant à Bedford-Stuyvesant s'applique en général aux quartiers ghettoïsés de la côte Ouest et de la côte Est. Il semble ainsi probable que ces quartiers démunis – dans lesquels les résident·e·s ont acquis un degré de pouvoir important au cours du processus de planification Villes modèles, les plans d'action de la première année appelleront à la création de nouvelles institutions locales intégralement dirigées par les résident·e·s avec une certaine somme d'argent qui leur serait contractuellement allouée.

Si les règles de base de ces programmes sont claires et que les citoyen·ne·s comprennent qu'acquérir une véritable place sur une scène plurielle les soumet à des formes légitimes de concessions mutuelles, alors ces types de programmes pourraient bien commencer à montrer comment contrer les différentes forces politiques et socio-économiques corrosives qui accablent les pauvres.

Dans les villes qui peuvent devenir à majorité noire avec le développement de la population, il est peu probable que des groupes aussi déterminés que le Grand Conseil de Secteur de Philadelphie demandent un pouvoir légal quant au gouvernement du quartier. Leur grand projet serait plutôt la constitution d'une ville noire via un processus électoral. Dans les villes destinées à rester majoritairement blanches dans un futur proche, il est probable que des groupes équivalents au Grand Conseil de Secteur feront pression pour aménager des formes séparatistes de gouvernement de quartier afin de créer et de contrôler des services publics décentralisés tels que la protection policière, le système éducatif et les services de santé. Beaucoup dépendra de la volonté des gouvernements municipaux quant à la prise en compte des demandes d'allocation de ressources en faveur des pauvres, afin d'inverser les déséquilibres flagrants du passé.

Parmi les arguments contre le contrôle local d'une communauté, on retrouve : le fait que cela favorise le séparatisme, que cela crée une « balkanisation » des services publics, que c'est plus cher et moins efficace, que cela autorise les « arnaqueur·se·s » issu·e·s des groupes minoritaires à être tout aussi opportunistes et méprisant·e·s envers les plus démuni·e·s que leurs prédécesseur·se·s blanc·he·s, que c'est incompatible avec un système fondé sur le mérite et le professionnalisme, et – de manière ironique – que cela peut devenir un nouveau jeu fondé sur une illusion de participation pour les plus démuni·e·s, les autorisant à prendre le contrôle sans pour autant leur donner assez de ressources financières pour réussir[16]. Ces arguments ne sont pas à prendre à la légère. Mais l'on ne peut pas non plus prendre à la légère les arguments des partisan·e·s aigri·e·s du

16 Pour des analyses académiques approfondies de certains des potentiels et des pièges des modèles émergents de contrôle de quartier, voir Alan Altshuler, « The Demand For Participation in Large American Cities », document non publié préparé pour l'Urban Institute, décembre 1968 ; et Hans B. C. Spiegel et Stephen D. Mittenthal, « Neighborhood Power and Control, Implications for Urban Planning », rapport préparé pour le Department of Housing and Urban Development, novembre 1968.

contrôle local par les communautés – affirmant que toutes les autres tentatives pour mettre fin à leur victimisation ont échoué !

Au moment de la première publication d'Une échelle de la participation citoyenne, Sherry R. Arnstein est directrice des études sur le développement communautaire pour The Commons, un institut de recherche à but non lucratif situé à Washington, D.C. et Chicago. Elle a été conseillère en chef sur la participation des citoyen·ne·s au sein de l'administration des Villes modèles du HUD, consultante auprès du comité présidentiel sur la délinquance juvénile, assistante spéciale du secrétaire adjoint du HEW et rédactrice en chef à Washington de Current Magazine.

Projets collectifs

Ensemble

Le projet collectif est l'un des temps forts du master TRANS–. Obligatoire, il offre aux étudiant·e·x·s l'occasion de répondre à un des appels à projet qui leur sont proposés et de faire avec. Avec les contextes et les attentes des partenaires qui mettent à disposition un champ d'expérimentation et donnent un cadre, avec les enseignants qui guident leurs recherches, avec des camarades qu'ils ne connaissent pas encore avec qui ils devront œuvrer sur le terrain. Ces situations demandent imagination, organisation et partage des compétences, mais également négociation et compromis. Parfois des groupes se soudent et forment des collectifs qui perdurent au-delà même de ce qui est au sein du master un exercice pédagogique. Il arrive aussi que les points de vue divergent, que les tensions naissent et que le travail sur le terrain relève plus d'une juxtaposition de propositions que d'une dynamique unique. Voilà pourquoi certains articles relèvent d'une écriture commune et que d'autres sont une succession d'analyses et d'impressions personnelles sur un même projet. L'essentiel est que chacun puisse faire et puisse relater cette expérience difficile d'un faire ensemble.

Claude-Hubert Tatot,
responsable du comité de rédaction

CLIT 007

Concentré lesbien

irrésistiblement toxique

Sept 82. n°4. 2ème année

Exposer les 50 ans du MLF (Mouvement de Libération des Femmes)

Par le collectif Presque 5 (Carolina Tokars Wernick, Flor Méchain, Fred Wyss, Luana La Rosa, et Laís Kunzendorff), en collaboration avec le collectif Rosa Brux.

Dans le cadre du master TRANS-, nous avons travaillé pendant deux ans (en incluant le temps de rédaction de cet article) avec le collectif Rosa Brux (Jeanne Gillard et Nicolas Rivet) pour la recherche, l'organisation, la structuration et le montage d'une exposition intitulée: Un fort courant chaud de lesbiennes perturbe l'ouest de la Suisse, qui a eu lieu dans l'espace d'exposition LIYH (LiveInYourHead), du 7 au 28 mai 2022.

Comment a démarré ce projet collectif ?

Carolina: Mon intérêt pour ce projet a commencé lors d'une rencontre-débat sur la manière d'activer les archives et l'art engagé à la Salle de conférence du Commun, avec Mabe Bethônico, Laurent Güdel et le collectif Rosa Brux. Jeanne Gillard et Nicolas Rivet ont présenté leur projet en collaboration avec les Archives contestataires, basées à Genève, et ont évoqué l'idée de poursuivre cette collaboration en mettant l'accent sur le MLF (le Mouvement de Libération des Femmes) genevois. Quelques semaines après cet événement, ils ont présenté au master TRANS- un projet de collaboration pour la réalisation d'une exposition. J'ai trouvé cela formidable et j'ai choisi de m'engager dans ce projet.

Luana: Rosa Brux nous a présenté ce projet d'exposition avec une énergie communicative et un tel enthousiasme que je n'avais qu'une envie: y prendre part. J'entendais parler de ces archives pour la première fois. J'ai été très impressionnée de tout ce que les femmes engagées au MLF genevois avaient entrepris pour faire avancer la lutte féministe. Même si le projet me semblait très ambitieux par rapport au peu de temps que nous avions pour monter une telle exposition, j'étais très impatiente de relever ce défi et de passer du temps à découvrir ces archives.

Flor: De par mon engagement féministe, je savais que ce projet allait me passionner. Même si je n'avais pas forcément bien compris comment Rosa Brux avait travaillé avec ce matériau par le passé, leur enthousiasme, et les pistes de travail, m'ont donné bon espoir qu'une exposition artistique était un endroit pertinent pour travailler sur de telles archives. J'étais curieuse de voir comment on allait collaborer. Mon intérêt a encore augmenté quand j'ai compris qu'on aurait des moments d'échange avec deux militantes du MLF genevois, Rina Nissim et Rosangela Gramoni.

Fred: J'ai découvert le projet de Rosa Brux lors de leur présentation

au master TRANS-. Je n'avais jusque-là jamais travaillé avec des archives et l'idée de me plonger dans un pan d'histoire engagée m'a vraiment inspiré. Je n'avais pas de grandes connaissances historiques du mouvement féministe en Suisse et c'était l'occasion de mieux découvrir ces luttes à travers la mise en place d'une exposition, chose que je n'avais jamais faite non plus.

Laís: J'étais membre d'un autre projet collectif où les choses ne se passaient pas très bien. J'ai demandé aux responsables du master de changer de projet pour celui des archives MLF. Étant féministe et ayant déjà travaillé au montage d'expositions au Brésil, rejoindre ce groupe était la meilleure décision à mes yeux.

Comment s'est passée la découverte des archives ?

Carolina: Lors de notre première rencontre, en octobre 2021, nous avons chacun·e présenté nos intérêts, ce que nous aimons étudier, nos recherches, comment nous transformions nos idées en pratique artistique, etc. Ensuite, nous sommes allé·e·s aux Archives Contestataires à Carouge, où les archivistes ont été un excellent soutien. Je me souviens parfaitement du moment où j'ai accédé à l'espace des archives. L'odeur, les piles de papiers, les dossiers, le parquet qui grinçait lorsque nous marchions pour aller chercher les dossiers… Je me souviens d'avoir eu très envie de partager avec vous tout ce que je trouvais, en particulier les photos et les articles de journaux. Il y avait des choses absurdes, des choses tristes, des choses choquantes. Surtout beaucoup à découvrir. C'était un moment très important, car en regardant les archives, nous avons découvert un aspect très précieux et marquant de ce mouvement: l'humour. J'ai également été assez surprise par la partie internationale des archives: on trouve des billets d'avion, des lettres et des cartes postales échangées avec des militantes de différentes parties du monde.

Luana: Des boîtes, des boîtes et encore des boîtes. Je ne m'attendais pas à une telle quantité d'archives. Tout a été conservé avec soin: affiches, dessins, photos, flyers, PV de réunions, articles de journaux et même enregistrements radio. Les militantes, puis les Archives contestataires, ont fait un travail vraiment impressionnant afin de conserver et d'organiser ces documents en les classant par thématiques, par année, par localisation. Pouvoir consulter ces archives m'a permis de plonger directement au cœur de la lutte féministe. J'avais envie d'ouvrir toutes les boîtes et de partager tout ce que j'y trouvais. Faire un choix de ce qu'on souhaitait montrer lors de l'exposition a été vraiment compliqué, tout semblait important et incroyable. Nous avons donc décidé de faire des recherches sur les thématiques qui nous parlaient le plus, afin de pouvoir diviser entre nous la charge de travail.

Flor: Dans un premier temps, la quantité de matériel m'a fait peur. Puis peu à peu, je me suis laissé happer par les documents, ce qui transparaissait à travers l'archive: colère face à la violence et l'injustice du patriarcat, usage de l'humour pour reprendre une forme de pouvoir sur des situations intenables, fêtes, et parfois même des choses très intimes. Je pense notamment à deux poèmes manuscrits en espagnol, pas signés, qui parlent de désir lesbien. Le contenu international des fonds liés aux lesbiennes m'a beaucoup marquée. Cette archive genevoise conserve des publications de nombreux pays du monde, j'ai même lu un fanzine BD qui parle de la condition lesbienne à Hong Kong à la fin des années 1980 !Frappée par l'aspect international et lesbien de ces archives, j'ai demandé à Rosa Brux si l'on pouvait envisager d'orienter l'exposition sur cet axe, et iels m'ont appris qu'iels se posaient la même question…

Laís: La découverte des archives du MLF a été fascinante. Je me souviens avoir passé beaucoup de temps à examiner des boîtes sur la santé des femmes et la gynécologie. Graphiste, j'ai été agréablement surprise par l'abondance de fichiers imprimés soigneusement organisés autour de thématiques féministes. Leur classement, leur qualité et leur conservation sont remarquables. Avoir accès à des lettres, affiches, publications et dessins des années 1970 a été un véritable privilège.

Fred: C'était tout simplement incroyable d'avoir accès à ces documents. On ressent vraiment la force et la colère à travers ces témoignages d'histoire. En tant qu'homme, je ne me rendais pas vraiment compte de tout ce qui avait été entrepris pour changer les choses. À côté de toutes les coupures de presse, articles et comptes rendus, les archives regorgeaient d'une immense collection de productions des femmes du MLF, dont la qualité graphique m'a vraiment impressionné. Tout cela témoigne d'un grand travail et de l'intensité de leur engagement, avec en plus humour et cynisme. Cela m'a permis de réaliser l'ampleur de ces luttes et ce qu'elles avaient réussi à faire bouger. J'ai eu un plaisir immense à me plonger dans ces documents, et je dois avouer qu'il était dur de faire une sélection.

Comment décider des directions à donner à l'exposition?

Carolina: Comme chacun·e d'entre nous avait une perception particulière des archives en lien avec ses propres recherches, nous avons dû discuter à plusieurs reprises de ce que nous voulions montrer dans l'exposition. Même si tout nous intéressait, ou nous touchait, nous avons compris que l'exposition devrait être divisée en thèmes. Comme l'a proposé Flor, nous avons décidé de montrer la partie consacrée au mouvement lesbien. Lors d'un entretien avec Rina Nissim et Rosangela Gramoni, deux anciennes militantes du MLF, nous avons réalisé la richesse

MLF 50 ANS !
MLF 50 ANS !
MLF 50 ANS !

CLIT
007

des productions des femmes lesbiennes et l'importance de leurs prises de parole lors des discussions en groupe, mais nous avons aussi compris la manière dont le mouvement lesbien avait parfois été mis de côté au sein du mouvement féministe genevois. Nous avons donc décidé de mettre en lumière cette partie importante du mouvement. En particulier, je me suis intéressée à l'aspect vulnérable de la lutte. À travers les rencontres, les liens affectifs qu'elles tissaient entre elles, les photos de groupe, l'organisation de fêtes et de repas, j'ai compris que leur engagement allait bien plus loin que le militantisme, qu'il s'agissait d'une approche politique basée sur le partage et les échanges au cœur du groupe. L'un des murs de l'exposition a été consacré à des photographies et des documents qui témoignent de ce lien affectif entre elles.

Fred: L'exposition s'est donc finalement orientée autour du mouvement lesbien, les archives n'ayant jamais été présentées sous cet angle. Cela a permis de définir une direction générale, et d'orienter la sélection des archives. Cette approche permettait ainsi de mettre en avant leur lutte, qui se retrouvait parfois en retrait dans le MLF. Pour ma part j'ai beaucoup exploré les *Clit 007*, «concentré lesbien irrésistiblement toxique», publication, fanzine ou revue qui défendait et mettait en avant le mouvement. J'ai sélectionné différents articles qui me semblaient pertinents, et une sélection importante d'éléments graphiques intéressants à exposer.

Flor: On a vite trouvé un thème, mais énormément de documents y correspondaient. Après une présélection de ce qui nous tenait à cœur, nous avons négocié pièce par pièce, aussi en fonction de la qualité des reproductions que l'atelier de Rosa Brux pouvait réaliser. C'était parfois difficile, certaines thématiques étaient représentées par peu d'archives. La mobilisation autour du certificat de bonnes vies et mœurs, qui a impliqué une coalition entre personnes homosexuelles et travailleuses du sexe, ne se retrouvait que sur un seul document qui est très mal passé à la reproduction.

Comment s'est déroulée la production puis l'organisation de l'exposition?

Carolina: Pour moi, rien n'était évident dans la mise en place. J'ai l'expérience du commissariat, et malgré trois autres expositions auxquelles j'ai participé, je pense que c'est chaque fois différent. En particulier, c'était un défi de penser à la manière de présenter visuellement des archives. Outre les thèmes abordés, nous avons dû réfléchir à une manière de rendre l'ensemble esthétiquement plaisant, pédagogique, et à l'impact de tel ou tel document sur le public. Je pense que j'ai appris beaucoup de techniques différentes sur la façon de montrer un document, en le collant directement au mur ou

en l'imprimant sur des vitres par exemple. Cela a été une expérience très riche. Quant au vernissage, quelle surprise! Nous avons passé toute la journée à cuisiner pour un certain nombre de personnes, finalement bien plus nombreuses que prévu. C'était très émouvant et très beau, un moment à ne pas oublier et qui donne de la force pour continuer à lutter contre le patriarcat.

Flor: Après et pendant la sélection des documents, on a commencé à réfléchir à une mise en scène thématique en fonction des murs et fenêtres disponibles dans l'espace d'exposition, en nous inspirant de la mise en page du magazine *Clit 007*, lui aussi outil de diffusion internationale d'infos lesbiennes. Nous avons consulté Rina Nissim et Rosangela Gramoni tout au long de la création de l'expo, nos choix ont été validés avec elles. Étant donné le court délai de production, la majorité du travail de création des reproductions a été faite par Rosa Brux. Nous avons eu environ une semaine de montage avec Jeanne, Nicolas et deux monteurs de la HEAD, pour investir tout l'espace, pour coller/peindre/afficher les reproductions des documents, en nous déplaçant sur des échelles et des échafaudages, pinceaux et découpes vinyles à la main pour peindre sur les vitres et les murs, coller ou accrocher quelques cadres.

Fred: C'était la première fois que je participais à la mise en place d'une exposition, et cela a été une expérience vraiment enrichissante. Je ne me rendais pas compte de la quantité de travail que cela pouvait représenter, et c'était incroyable de donner vie à ces archives à travers la scénographie à laquelle Rosa Brux avait déjà bien réfléchi. Cela m'a permis d'apprendre beaucoup de choses sur la manière d'investir un espace, tant au niveau technique que dans la manière d'agencer les éléments.

Laís: Le jour de l'exposition, nous avons consacré tout l'après-midi à cuisiner chez moi. C'était vraiment agréable de partager ce moment avec mes collègues et de contribuer à la création d'un menu.

La médiation autour de l'exposition était assez fournie: un vernissage, des visites contées, des ateliers, et une année plus tard, une discussion intergénérationnelle entre féministes. Comment s'est construite cette programmation?

Carolina: Un jour, à l'atelier de Rosa Brux, nous réfléchissions à comment ouvrir la discussion autour des thèmes de l'exposition aux différentes générations, et à comment faire bouger l'exposition en y amenant un public intéressé. Nous avons tout de suite pensé à des d'ateliers participatifs. Premièrement et évidemment, un atelier d'autodéfense. Nous avions trouvé beaucoup de matériel dans les archives qui proposaient cette même activité. Le lien entre archives et pratique était donc évident.
J'ai participé à trois des quatre ateliers proposés. L'atelier

Soirée d'échanges
féministes
inter-générationnels
18.04.2023
A partir de 18h
HEAD - Bd James-Fazy 15, 1201 Genève

d'autodéfense a été sensationnel car j'ai découvert une force en moi que je ne pensais pas avoir, et il était très beau de voir de nombreu·se·x·s jeunes participant·e·x·s (issu·e·x·s de minorités de genre) chercher à comprendre ces techniques et à se reconnaître comme quelqu'un e·x qui peut se défendre. L'atelier de partage de souvenirs avec Lestime (l'association lesbienne à Genève) a été très riche car de nombreuses femmes d'âges différents ont apporté des photos et des documents importants dans leur vie. J'ai pour ma part apporté un dépliant d'une exposition féministe dont j'ai fait partie de l'équipe de commissaires au Brésil.

Luana: À la fin des trois semaines de l'exposition, nous étions nostalgiques que cela soit déjà terminé, nous avions envie de trouver un moyen pour poursuivre ce beau projet. C'est pour cela qu'un an plus tard, nous avons organisé une « soirée d'échanges féministes intergénérationnels » Le but de cette soirée était d'ouvrir un cadre de discussion transgénérationnel entre les féministes de la deuxième vague et celles d'aujourd'hui. Nous voulions comprendre comment l'exposition avait été reçue par les visiteur·euse·x·s et où en était la lutte féministe aujourd'hui.

Flor: Rosa Brux nous sensibilisé·exs au besoin de « créer le public » d'une exposition, en impliquant des associations traitant de thématiques proches, ce qui dans le cadre de cette exposition était particulièrement simple et pertinent. Cela a assez bien marché: il y avait tout le temps du monde dans l'exposition et l'une des personnes en charge du gardiennage m'a dit qu'elle n'avait jamais vu autant de visites dans cet espace. Je pense qu'en plus du sujet, ce succès est aussi lié à des modes de fonctionnement féministes qu'on a réussi à transposer dans l'exposition et sa médiation, par exemple en offrant un repas et un concert le jour du vernissage, ce qui a permis aux visit·eur·euse·x·s de pas avoir à partir pour se nourrir et de rester après leur visite. Je me suis retrouvée à danser avec Rosangela, ça ne me serait jamais arrivé ailleurs de danser avec une féministe de 80 ans ! J'étais loin d'être seule dans ce moment festif entre féministes de tous les âges. De plus, on avait invité Aurélie Cuttat et Christine Gonzalez, les journalistes du podcast « Voyage au Gouinistan », qui ont ensuite commencé un podcast dont l'un des épisodes évoque Radio Pleine Lune, qu'on pouvait entendre dans l'espace de l'exposition. Peut-être a-t-on participé à les inspirer!
Parmi les autres propositions de modération que nous avons mises en place, j'étais très enthousiasmée par la soirée de création d'archives et de partage de mémoires lesbiennes que nous avons coorganisée avec Lestime, qui a invité Isabelle Sentis de Queer Code, experte dans la transmission intergénérationnelle d'archives et d'histoire. J'ai été marquée par Gabrielle Brodmann, qui a milité au MLF et qui a partagé des photos de mobilisations de l'époque. Elle

nous a notamment appris qui était Pirouette, l'une des autrices de *Clit 007* et du slogan «Hors de la nuit des normes, hors de l'énorme ennui», que l'on voit sur une banderole de la Goudou manif de 1982 à Genève, et dont on avait une photographie dans l'expo.

Fred: La Visite contée de l'exposition a été un moment vraiment fort, elle a permis d'entendre l'histoire féministe interprétée par une conteuse, Vi Indigaïa, dans une belle interaction entre le public et elle. J'ai pu participer avec ma fille de quatre ans à ce moment et c'était beau de voir la diversité du public présent. Vi a su captiver l'attention de tout le monde, à travers une interprétation forte en émotion, imprégnée de l'énergie de l'exposition. Elle a invité les anciennes du MLF à partager un souvenir à chacune des visites qu'elle proposait, les intégrant ainsi à la visite.

Laís: J'ai participé à l'atelier «Violences sexuelles et santé des femmes: s'en sortir seule ou ensemble?» animé par Rina Nissim et Adeline Rindström, où l'on espérait recréer une forme de groupe de conscience féministe comme dans les années 1970. L'atelier portait sur la santé des femmes et la violence à leur égard, sur la recherche de solutions communes à ces problèmes. Au début, j'avais quelques appréhensions à l'idée de participer à un atelier sur un sujet aussi sensible avec des femmes que je ne connaissais pas. Nous formions un groupe d'environ 15 femmes et nous avons passé tout l'après-midi à échanger et à partager de manière intense. Je me souviens avoir ressenti un grand sentiment de sécurité avec elles. L'impact des rencontres en personne, comme celle-ci, reste gravé dans ma mémoire.

Avez-vous rencontré des difficultés et des frustrations dans la réalisation du projet?

Carolina, Luana, Flor, Fred, et Laís: Faute d'avoir un espace infini, on a dû faire des choix, ce qui signifiait renoncer à certaines thématiques. On aurait voulu davantage pouvoir montrer certains aspects internationaux, les luttes des travailleur·euse·x·s du sexe (notamment la création de l'association Aspasie), et les questions liées aux personnes racisées, même si tous ces thèmes ont été évoqués par au moins un document dans l'exposition. Alors que nous avions été très impliqué-e-s dans la sélection des archives, les choix thématiques et la conception puis l'organisation de la médiation, nous avons eu peu de temps pour réellement contribuer à la scénographie. Au vu du délai très court, Rosa Brux défini une scénographie afin que nous puissions arriver à la date de montage avec quelque chose de prêt. Lors du montage, on a dû faire face à des difficultés techniques qui font probablement partie de toute production d'exposition: par exemple, nous n'avons pas pu utiliser une couleur prévue sur

un des murs car elle était trop difficile à produire à temps.
Nous avons été surpris·e·x s que nos noms ne figurent pas à l'entrée de l'exposition, ni dans aucune des plateformes de communication, malgré une implication très forte de notre part. Nous avons été désigné·e·x·s comme « étudiant·e·x·s du master TRANS- » alors que les étudiant·e·x·s du master TRANS- sont réparti·e·x·s sur plusieurs projets collectifs et que l'école d'art est un contexte où un travail artistique même collectif est généralement crédité avec précision.
On a commencé à comprendre que si nous avions eu le temps de nous constituer en tant que collectif et d'avoir des discussions entre nous, nous aurions pu penser à certains de ces aspects en amont, et exprimer nos souhaits. Nous avons donc décidé d'organiser l'événement de « clôture » et d'échange autour de l'exposition décrit plus haut comme première action de notre collectif, que nous avons nommé « Collectif presque 5 ».

Comment avez-vous mis en place la soirée du 18 avril, presque un an après l'exposition ? Comment elle vous a touché·e·x·s ? Quelle importance elle a eue dans votre collectif ?

Collectif presque 5: Suite à l'exposition nous avons senti le besoin d'exister comme un collectif indépendant et c'est de là qu'est venu l'idée de mettre en place une suite à l'exposition. Nous avons opté pour l'organisation d'une discussion féministe intergénérationnelle qui nous permettrait d'avoir un retour sur l'exposition de la part de personnes ayant vécu les événements et actions qui y étaient présentées comme de la part de visiteur·euse·x·s les ayant découverts à cette occasion. L'idée était de faciliter une discussion entre les féministes qui avaient pris part au MLF et la nouvelle génération, impliquée dans les luttes actuelles, et arrivées dans les luttes féministes avec les acquis des générations précédentes, et donc avec d'autres enjeux.
Nous voulions comprendre ce que l'exposition représentait pour ces femmes qui ont produit les archives, participé aux manifestations politiques féministes et aux réunions du MLF. Comprendre aussi comment l'exposition était lue et reçue par le public ayant participé aux ateliers. Une rencontre-débat suivie d'un repas cuisiné par nos soins nous semblait un format adapté. Cuisiner un bon repas lors du vernissage nous avait permis de créer un moment détendu où l'on prenait soin de nos corps et de celui de nos visiteur·euse·x·s, un des aspects des luttes féministes, et l'on voulait reproduire cela; le fait qu'une discussion sérieuse s'accompagne d'un moment plus tranquille. Dans un premier temps la discussion s'est orientée autour de différentes questions: qu'est-ce qui manquait ou était surreprésenté dans l'exposition, qu'est-ce qui a changé entre les luttes féministes de cette époque et celles d'aujourd'hui ? Les retours ont été passionnants et enrichis d'anecdotes ou d'éléments dont nous

n'avions pas connaissance.Cela nous a notamment permis d'avoir un regard critique sur ce que nous avions mis en place. Par exemple, on s'était focalisé·e·x·s sur les aspects lesbiens des archives du MLF, mais les participantes âgées nous ont expliqué que cet aspect était clairement minoritaire dans les engagements du MLF, parfois dévalorisé, et qu'il ne pouvait pas toujours se faire à visage découvert. Ce fait est réellement frappant car nous ne vivons plus en Suisse dans un contexte où être homosexuel·le·x peut faire perdre un emploi, par exemple. Les féministes plus « récentes » étaient enthousiasmées par l'humour comme outil de lutte du MLF, car leur engagement à elles avait souvent été « très sérieux », même si certaines se retrouvaient dans les liens d'amitié créés au sein de cet engagement. L'une des dernières phases de la soirée rappelait que les féministes du MLF avaient bénéficié de plus de temps pour leurs engagements, grâce à un contexte économique plus favorable où il était possible de travailler à temps partiel à Genève, en militant le reste du temps. À la suite de cet échange, nous avons pu partager un repas, et c'était aussi l'occasion de discuter de manière plus intime avec les femmes présentes qui nous ont fait partager d'incroyables morceaux de leur histoire.

Qu'espérez-vous pour la suite ?

Collectif Presque 5: D'autres discussions féministes intergénérationnelles ! À l'issue de la soirée du 18 avril, plusieurs participantes nous ont dit que c'était à refaire, et on est d'accord. Un autre de nos intérêts serait de proposer des expositions d'archives en dialogue avec le présent. Nous avons appris avec intérêt comment exposer des archives et nous aimerions avoir d'autres occasions de mettre en valeur des mémoires de luttes, par exemple, avec des éléments plus actuels notamment des œuvres d'art.

Dès septembre 2020, un groupe d'étudiant·e·x·s du master TRANS–, accompagné·e·x·s par Mabe Bethônico, s'est constitué en tant que collectif « l'Écholègues ». Répondant à l'invitation du programme Veduta de la Biennale de Lyon, le collectif a mené plusieurs ateliers participatifs au Grand Parc Miribel-Jonage de Lyon (en développant un format appelé les « écollectes ») et a réalisé plusieurs actions à Genève. Le projet est présenté en détail dans la publication de l'année dernière[1]. Cet article – rédigé par Gaëtan Rohrbach qui a rejoint le projet en 2021 – relate la dernière partie du projet, qui inclut sa présentation dans le cadre de la Biennale de Lyon, lors de la Fête de l'Automne, le 17 septembre 2022 au Grand Parc.[2]

VOIR :
https://www.labiennaledelyon.com/art-contemporain/veduta-2021-2022/flaneries/2021-2022-l-echolegues-au-grand-parc-miribel-jonage-cibeins-et-vaulx-en-velin
https://www.youtube.com/watch?v=zr6XJyXeRvg

1 microsillons (eds.), *Faire avec, Partage d'expériences 2021-22*, master TRANS– Pratiques artistiques socialement engagées, HEAD – Genève, Genève, 2022. pp. 25-39.

2 Sur le projet, voir aussi : Biennale de Lyon (2022). *L'écholègues au Grand Parc Miribel-Jonage, Cibeins et Vaulx-en-Velin*. https://www.labiennaledelyon.com/art-contemporain/veduta-2021-2022/flaneries/2021-2022-l-echolegues-au-grand-parc-miribel-jonage-cibeins-et-vaulx-en-velin. Dernière visite 8.8.2023 et Biennale de Lyon (2022). Veduta – Le collectif L'écholègues au Grand Parc Miribel-Jonage. https://www.youtube.com/watch?v=zr6XJyXeRvg Dernière visite 8.8.2023.

L'épopée de l'Écholègues, *silurer* le Rhône jusqu'à la Biennale de Lyon

Gaëtan Rohrbach pour l'Écholègues

L'Écholègues œuvre en faveur de la transition écologique et sensibilise le plus large public possible aux enjeux climatiques à travers des ateliers créatifs dans lesquels sont produits des slogans et banderoles pour les grèves du climat. À travers notre collaboration avec Veduta, nous avons eu la chance d''être invité·e·x·s à la Biennale de Lyon de 2022.

Nos ateliers écopédagogiques font appel à l'écriture, au dessin et à la couture, ils reflètent la relation personnelle que chacun·e·x développe à la nature et notre planète. Pendant deux ans, nous avons proposé nos ateliers, à Lyon et à Genève, à différentes personnes formant des groupes plus ou moins grands. Nos interactions étant extrêmement variées, nous avons appris à nous adapter, à écouter. Notre intention, loin de vouloir imposer une/notre propre conception de l'écologie, elle est plutôt de faire résonner les questionnements des personnes que nous rencontrons : quelles sont nos relations avec le non-humain ? Quelles sont nos utopies pour le monde de demain ? Chaque Écholègue amène sa pratique, son savoir, sa vision de notre planète et cette richesse d'expression se retrouve dans nos ateliers : la connaissance des plantes de Jaïro Mugnai et sa pratique du graffiti, la relation au corps et au mouvement de Valeska Romero, les dessins poétiques de Valentine Martin, l'expérience de Mabe Bethônico artiste et enseignante qui encadrait ce projet. J'ai quant à moi pu apporter ma connaissance de la permaculture que je pratique de manière expérimentale. Si tous les ateliers ont cultivé une forme de bienveillance des relations, aucun n'a ressemblé au suivant et chaque résultat a été surprenant.

Silurer le Rhône

Grâce à l'invitation et au soutien de Veduta – un programme de la Biennale de Lyon qui se définit comme une « fenêtre ouverte sur le territoire local » et qui « inscrit l'art contemporain au quotidien avec la complicité des populations, et la participation active de l'ensemble des acteurs – associations, structures culturelles, services techniques des villes, centres sociaux… […][3] » – l'Écholègues a eu la très belle opportunité d'exposer à la Biennale de Lyon, dans le Grand Parc de Miribel-Jonage sous la forme d'une vidéo rendant compte de ses projets ainsi que d'une expérience hors du commun menée durant l'été 2022 par le collectif, expérience que je vais relater ici.

Marquant une étape importante du projet, l'Écholègues, ainsi qu'un invité, l'auteur, philosophe et spécialiste de la Loire, David Gé Bartoli ont en effet parcouru Genève – Lyon à vélo, suivant le cours du Rhône et la Via Rhôna. Durant trois jours de voyage nous avons été accompagnés par un silure de deux mètres. Véritable monstre que nous avions créé, ce dernier a nagé et dansé à quelques endroits qui nous ont semblé symboliquement importants, le long du cours d'eau.

Jour 1

Le matin du départ, nous nous sommes rejoint·e·x·s tôt chez moi. Quelques gouttes de pluie parsemaient le ciel mais, malgré les prévisions météo catastrophiques le soleil accueillait notre départ avec quelques éclaircies.

Nos vélos, ceux de la HEAD, bien que rudimentaires, sont électriques. Nous recherchons plus à contempler et à échanger qu'à réaliser un exploit sportif mais cependant, assez rapidement, et ce, malgré l'assistance électrique, ce périple est devenu un véritable défi physique. Nous emportons batteries de rechanges, affaires personnelles pour trois jours, appareils photos, caméras et, surtout, notre précieux silure. Nous nous relayons tout le long du voyage pour tracter la remorque contenant ce matériel .

Nous partons de Châtelaine vers 9 heures et prévoyons trois jours pour parcourir les 150 kilomètres qui nous séparent de Lyon, nous devons respecter l'itinéraire et arriver à temps pour nos réservations d'hôtel chaque soir. Nous avons calculé environ cinq heures de vélo par jour pour arriver à destination, sans compter les différentes pauses pour manger, filmer et promener notre silure.

3 Raspail, T. (2009). *Biennale de Lyon 2009 Tome 2 – Veduta – Le spectacle et le quotidien*. Dijon : Les Presses du réel.

La vue sur la jonction du Rhône et de l'Arve, au début de notre périple est splendide. Puis c'est la campagne genevoise, de petits villages calmes et une flore de plus en plus dense. La pluie s'intensifie, courte halte pour enfiler nos vestes imperméables, qui ressemblent à des sacs poubelle. Notre poisson, paradoxalement, est très sensible à l'eau. Il est en papier-mâché et nous le protégeons également.

> *Nous passons rapidement les premiers barrages où s'amoncellent en patchwork de hideux déchets variés, du bois mort et des plantes et animaux, dans une eau stagnante répugnante. La vue de l'autre côté est en revanche magnifique ; de la verdure à perte de vue, le Salève au loin. Nous ralentissons quelques instants au barrage de Verbois pour capturer ces différents univers.*

Nous mangeons là et nous rencontrons notre invité David, à la fin du repas. Il fait la connaissance de notre monstre que nous faisons danser dans les airs, nager au loin. Nous donnons rapidement à cette action performative le nom de « silurer *». Deux chevaux nous dévisagent, sont-ils dépassés par l'absurdité de la situation ou simples spectateurices attentif·ve·s ?*

> *Nos vélos électriques ont perdu beaucoup de leur énergie, ils ne sont pas fait pour un si long voyage. Nous réduisons l'assistance au minimum pour économiser les batteries.*

> *À la fin de journée, vélos et cyclistes sont à bout. Notre route est barrée par l'érosion de la berge et l'effondrement de notre sentier. Nous devons traverser par les bois portant nos vélos, nos affaires et notre silure. Là à l'orée du bois, une petite plage, à peine plus grande que notre poisson, nous trouvons la force de* silurer *encore.*

Avant d'arriver à destination, nous croisons une usine hydroélectrique, bloc de béton crasseux, obsolète. Sur le côté de ce bâtiment est inscrit fièrement ce slogan anthropocentriste : «Le Rhône au service de la nation».

À l'hôtel, David parle en détail de son étude de la Loire. En 2022 la canicule et une forte consommation d'eau l'assèche par endroits. Cette sécheresse se voit également dans le Rhône : l'érosion et les stries apparentes le long des berges témoignent d'un bas niveau d'eau. En cause, les industries qui pompent inlassablement les ressources du fleuve et les nombreux lacs et marais artificiels. David partage avec nous la loi Te Awa Tupua qui octroie au fleuve Whanganui, en Nouvelle-Zélande,

les même droits qu'une personne. Nous montrons à notre invité la banderole « La Pachamama est un territoire de résistance » que nous avons créée l'année précédente et parlons de l'idée d'harmonie avec mère nature, avant de nous coucher, épuisé·e·s.

Jour 2

Nous abordons cette journée ensoleillée avec enthousiasme et sérénité bien que considérablement courbaturé·e·s. Ce deuxième jour est beaucoup plus humain : nous avons croisé et discuté avec des groupes de cyclistes, des couples et des voyageur·eu·x·s seul·e·x·s. La nage absurde de notre silure attire le regard amusé des passant·e·x·s. Nous avons beaucoup promené notre poisson ce jour-là, Valeska l'incarnant dans une performance endiablée silurant l'indescriptible beauté du fleuve dans un univers enchanteur. Chaque Écholègue interagit à sa manière avec ce monstre, parfois dans le calme et la contemplation, parfois avec vivacité. Notre poisson s'épanouit au fur et à mesure de notre voyage. Plus notre épopée avance plus il se dégrade, déformé, troué et mouillé par endroits. Nous nous sommes tous·te·x·s attaché·e·x·s à ce silure : notre invité David semble très touché par sa danse, Valeska et moi l'avons créée avec l'aide de sa fille, Jaïro rit beaucoup en sa compagnie et Mabe semble lui vouer un véritable culte.

Nous traversons la Réserve Naturelle Nationale du haut-Rhône français, avec sa flore et sa faune extrêmement riches, sur une petite route cyclable très agréable. Nous rencontrons un jeune voyageur dessinant de magnifiques paysages, œuvres qu'il échange contre le gîte ou le couvert, il nous exprime son intention d'intégrer la HEAD nous l'encourageons tous·te·x·s vivement de le faire.

À la sortie de la réserve, une strie de béton s'étend sur plusieurs kilomètres, véritable cicatrice industrielle, vestige d'une civilisation dépassée. Par endroits, la nature a repris ses droits, le lierre dévore des façades et c'est parfois toute une bâtisse qui disparaît dans la végétation luxuriante.

Près de l'hôtel, à Montalieu-Vercieu en Isère, là où le Rhône fait un coude, nous avons passé une soirée très étrange car ce lieu abrite en ce moment de l'année plusieurs événements : une compétition européenne de fanfare militaire, un concours de pêche à la truite et une rave party techno/trance.

Nous allons manger un hamburger dans un karaoké où le patron ne lâche jamais le micro et chante du Johnny Hallyday, ce qui favorise

peu la discussion. Nous parlons néanmoins de nos actions passées en tant qu'Écholègues et affinons notre proposition pour la Biennale. Complètement épuisé·e·x·s nous allons rapidement nous coucher.

Jour 3

Réveil difficile, petit-déjeuner avec des militaires ; nous nous éclipsons rapidement de cette atmosphère. Nous enjambons nos vélos, batteries chargées, pour la dernière étape. Nous profitons à nouveau d'une magnifique journée et silurons calmement au bord du courant alors que les passant·e·x·s étonné·e·x·s semblent encourager notre poisson.

Au loin, une centrale nucléaire, puisant ses ressources gargantuesques en eau dans le Rhône. La tentation est trop forte, nous rapprochons le plus possible pour silurer *devant, notre monstre semblant s'abreuver de ses fumées angoissantes.*

Nous approchons de notre destination, le débit du Rhône est considérablement réduit par rapport à notre départ malgré le passage de l'orage. Nous avons vu le fleuve s'amenuiser à mesure de notre progression.

Le dernier jour qui devait être le plus tranquille se transforme en course contre la montre lorsque David nous annonce qu'il doit rentrer avec le prochain train… Nous arrivons dans le Grand Parc Miribel-Jonage de Lyon. Nous sommes dimanche et c'est très vivant. Des familles se baignent, un tournage cosplay est en cours dans le Rhône, il y a quelques pêcheurs et des gens partout. Nous nous arrêtons une dernière fois et discutons de notre silure, de notre façon d'interpréter le monde à travers ses yeux et de notre propre perception de ce qu'il représente avec le recul de ce voyage. Difforme, lessivé, notre compagnon nous offre sa dernière nage de l'aventure, bien décidé à nous éblouir.

Nous passons devant notre futur espace d'exposition, l'Îloz', mais nous devons nous hâter pour nous rendre à la gare. Arrivé in extremis à Lyon, David disparaît dans le train.

Nous dînons dans un bouchon et faisons la synthèse de notre voyage et de ses événements marquants. Nous regardons certaines photos et vidéos et parlons de l'avenir incertain de l'Écholègues.

Le lendemain matin, nous courons à la gare et, moins de trois heures de train plus tard nous sommes à Genève.

La Biennale de Lyon

Nous avons synthétisé ce voyage et les ateliers et actions qui l'ont précédé dans un documentaire filmé en vue de le présenter lors d'un moment performatif au Grand-Parc le jour de la fête de l'automne, durant laquelle aura lieu l'événement public organisé par la Biennale de Lyon. Nous aimerions, suite à cette projection, emmener le public dans une balade dans le parc.

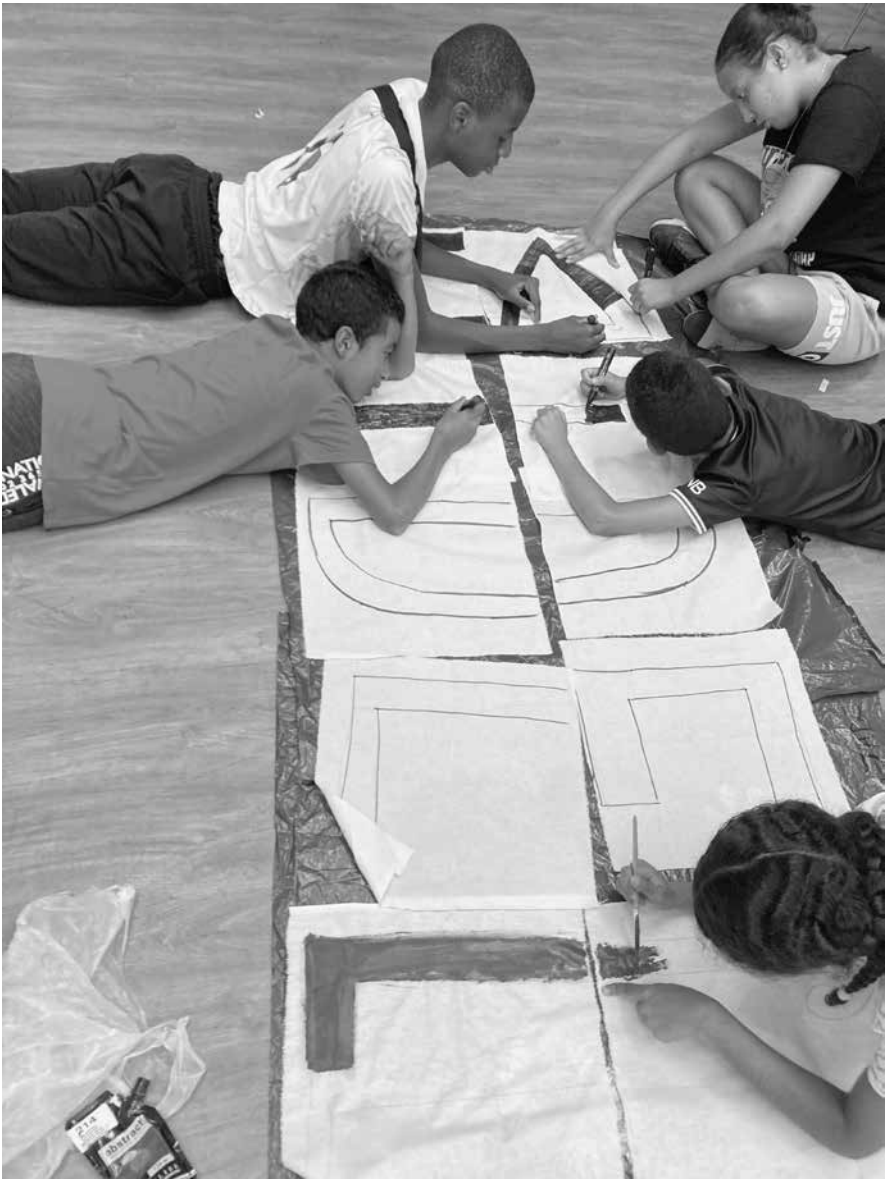
Nous avons eu entre le voyage et l'événement de la Biennale de Lyon quinze jours pour monter un film et les rushs étaient nombreux, reflétant les regards de chacun·e·x des Écholègues sur les interactions entre humains et non-humains. C'est tout un univers observé et parcouru collectivement que nous souhaitons partager à travers cette vidéo. Notre voyage, c'est aussi les mois passés entre Écholègues, les ateliers menés, les personnes rencontrées et notre propre collaboration au sein du collectif.

Nous sommes arrivé·e·s à Lyon en train cette fois ci, avec nous, silure, drapeaux, slogans et film.

Dans la petite salle de l'Îloz' où nous présenterons notre travail, nous terminons nos préparations. Un groupe de jeunes de Vaulx-en-Velin, avec qui, depuis des mois, nous préparons des drapeaux pour cette performance, propose son aide pour l'événement. Iels nous rejoignent rapidement. Cette aide précieuse nous permettra de rendre visible la dimension collaborative de notre démarche. Les jeunes ont pour mission de performer devant la projection en superposant les drapeaux pour créer des jeux de lumières et mettre certains éléments du film en avant. Iels jouent parfaitement le jeu, se prodiguant des conseils mutuels et affrontant leur peur du public.

Nous aménageons l'espace et, rapidement, le public s'installe. De nombreux enfants et familles sont présent·e·s. Après une courte présentation notre vidéo commence Les jeunes de notre atelier défilent avec les drapeaux devant la projection, très à l'aise et en improvisant largement, ce qui produit un balai d'ombres dansantes. Iels sont formidables et nous sommes très fier·èr·x·s d'avoir collaboré avec elleux.

La vidéo terminée, Valeska et le silure ouvrent un cortège, suivis par des jeunes et de leurs drapeaux, puis du public. Au-dehors, une fanfare commence au même moment : actions et les publics se mêlent en un massif cortège festif. Jaïro, Mabe, Valentine et moi-même nous habillons de notre banderole-vêtement « La Pachamama est un territoire de résistance » et invitons le public à la revêtir avec nous, à porter son message. Ce joli moment d'harmonie dure une quinzaine de minutes, durant lesquelles nous nous promenons tous ensemble dans le Grand-



Parc. D'autres événements ont lieu aux alentours. Nous restons un moment pour en profiter puis nous rentrons à Genève.

Le futur de l'Écholègues

Ce périple et ce moment performatif ont été forts en émotions et resteront comme des souvenirs forts pour les Écholègues. Nous aurons beaucoup appris à travers ces expériences sur les institutions et les différentes synergies, tant humaines que non humaines.

Une partie du collectif est bien décidée à poursuivre ses actions au-delà du temps du master et cherche des cadres comme des soutiens pour le faire. Il me semble primordial que l'Écholègues perdure comme un outil, pour développer des pratiques artistiques collaboratives, qui puisse transmettre des valeurs utopiques.

PROJET ARTISTIQUE AU QUARTIER DE L'ÉTANG

À l'été 2021, la ville de Vernier a inauguré un nouvel ensemble urbanistique appelé « quartier de l'Étang ».

Là se sont progressivement installé·e·x·s 2 500 habitant·e·x·s (entre juillet 2021 et février 2022), un nouveau groupe scolaire, une nouvelle crèche, des espaces socioculturels, de nombreux bureaux, des salles de sport ainsi que d'autres surfaces favorisant divers usages. Ce quartier présente des typologies de propriétés mixtes (propriétés, logements sociaux et subventionnés).

Faisant suite à des collaborations précédentes (en particulier dans le quartier des Libellules[1]) la ville de Vernier a invité le master TRANS– à y proposer un projet d'art socialement engagé, en laissant aux étudiant·e·x·s une totale liberté de proposition.

Les travailleur·euse·x·s sociaux·ales – Diego Rigamontti et Violetta Hodgers – qui s'occupent notamment du « Café des possibles » ouvert dans ce quartier (lieu programmant divers contenus choisis par les personnes fréquentant le quartier en vue de favoriser la plus grande intégration et participation de la population communale au sens large) nous accueillent et sont des relais pour faciliter le travail.

Les textes qui suivent relatent à la fois la prise de contact des étudiant·e·x·s avec le terrain et les habitant·e·x·s du quartier et les actions qui y ont été menées, qui se sont condensées en particulier autour de l'organisation d'un marché aux puces. Ces textes sont des récits individuels, très divers dans leur format, et témoignent en creux de la dynamique interne du collectif, marquée par des tensions qui n'ont pu qu'être partiellement aplanies (notamment grâce à une médiation organisée par la coordination du master TRANS–, format qui fut émotionnellement marquant). Par souci d'offrir à chacun·e·x un espace d'expression équitable, certains textes ont fait l'objet de coupes (signalées par les éditeur·ice·x·s).

1 Voir microsillons (ed.), *Motifs incertains. Enseigner et apprendre les pratiques artistiques socialement engagées / Uncertain Patterns. Teaching and Learning Socially Engaged Art*, Les presses du réel, Dijon, 2019.

VERNIER 18/11/2021

Anne Hubmann

Nous nous approchons
Par le chemin de L'Étang
De petites maisons
Qui semblent habitées depuis longtemps.
Devant nous le Quartier de l'Étang. À l'horizon : le Jura
Qui sont les voisins ?
Elle vit ici depuis 7 mois.
Elle depuis 20 ans.
Lui depuis 30 ans.
Ce n'est pas le bruit qui dérange. Pas les nouvelles personnes.
Le soleil disparaît.
Une femme se débarrasse de ses cartons de déménagement.
Une autre femme emménage.
Un homme regarde dans les conteneurs.
Qu'est-ce qu'il cherche ?
Avant, c'était des champs, des bâtiments industriels.
Aujourd'hui, c'est un chantier. Ils ferment la surface.
D'où viennent les matériaux pour le sous-sol ? De Suisse ?
De France ? D'Italie ?
C'est une question d'économie.
Nous dit-on.
J'emporte une poignée de sable. Je le sens.
Comme les conversations.
Qui résonnent encore.

Atelier de fabrication de bijoux

Ana Teresa Lourenço, Quartier de l'Étang

L'activité que j'ai proposée s'inscrit dans la continuité d'un projet auquel j'ai participé. Elle a été élaborée en partie avec une équipe qui s'est délitée avec le temps et je m'en suis ressaisie dans le cadre d'un projet personnel. Mon intervention a consisté en la mise en place d'un atelier participatif pour les habitant·e·x·s du quartier de l'Étang, en collaboration avec le Café des possibles, un lieu central d'accueil notamment pour les enfants du mardi au jeudi.

L'idée était d'ouvrir le lieu durant un week-end, pour que les parents puissent accompagner leurs enfants et pour que les personnes du quartier mais aussi des personnes qui « passent par-là », soit invitées à venir créer des bijoux ou de petits objets divers à partir de matériel mis à disposition et d'éléments que les participant·e·x·s apporteraient elleux-mêmes.

L'atelier a été propice à la transmission de techniques d'assemblages simples et a permis de mettre en commun du matériel (grâce au concours de « La manivelle » ou de « Matérium »).

Par cette activité j'ai cherché à ouvrir un dialogue permettant l'échange autour de concepts tels que la valorisation et la récupération de la matière à travers une pratique minutieuse, ne requérant aucune connaissance spécifique et demandant simplement de la patience et de la créativité.

Des moments de dialogues libres se sont créés et ont permis un partage

d'idées ainsi qu'une prise de conscience sur les possibilités offertes par le recyclage ; nous manquons de temps dans notre société fondée sur la rapidité, la consommation du « tout jetable » et le profit, pour pouvoir produire à partir de l'« usé ».
Une fois les bijoux et objets terminés nous avons pris des photos qui ont ensuite été utilisées pour produire des publicités détournées.
L'atelier s'est déroulé à merveille, à mon sens, et c'est avec enthousiasme que je prévois de refaire cette activité dans ce même cadre ainsi que dans d'autres contextes (la prochaine fois, le tri collectif des éléments fera partie de l'atelier).
Ce type d'intervention permet de « faire ensemble » à travers une démarche créative, engagée et responsable.
L'atelier a permis aux participant·e·x·s de s'exprimer artistiquement en utilisant des matériaux récupérés et de réfléchir ainsi à la réalité de la surproduction dans notre société de consumérisme qui s'avère de plus en plus présent. Il s'agit notamment d'être vigilant·e·x sur la provenance des produits et de mieux s'organiser pour recycler nos indésirables. Il est urgent de se responsabiliser et d'apprendre la bonne façon d'utiliser nos ressources, qui sont toujours limitées.

Si je compte à l'avenir intégrer le tri des différents matériaux dans l'activité elle-même, c'est que c'est un aspect essentiel du travail proposé. C'est en passant du temps à séparer chaque perle et chaque élément, qu'on se familiarise avec la matière à disposition et qu'on arrive à se faire une idée précise de ce qu'on va pouvoir vouloir en faire. Pour moi, le tri est un acte méditatif en plus de permettre une réflexion sur l'attention et le soin qu'il faudrait porter à toute chose, pour prendre soin les un·e·x·s des autres et de la nature qui nous offre tant de ressources.

ongoing process of a collective

Li Chaolin

Our collective project ends up with everyone doing individual proposals or work, within a loose collective frame. The word “independent” suddenly popped into my mind as I was writing this. I would rather see it as “in-dependent,” where there is both individuality and dependence. Through my academic collective experience, my concern is individualism within the collective, as well as the lack of autonomy resulting from interdependence within the collective. Collective can mean a lot of things: being less alone, sharing a communal dream, making joint efforts, networking, cooperating economically, collaborating across disciplines, learning together, among other things.

At the beginning, we were seven students from different cultures and educational backgrounds, and we used English as a communication language. This was in September 2021 and, at that time, the Quartier de l’Étang neighborhood was still partially under construction. Only a few residents had moved in. As a collective, we formed in the second week after the start of school by choosing a presented project from the master and we barely knew each other.

It took us a lot of time to organize ourselves internally. Our first challenge was to determine the exact site of this collective project: “Where exactly is the site?” Was it the collective itself, the school or the neighborhood?

As we were in the process of a collective study, it was essential for us to reach a consensus in order to drive the project forward. Our weekly extensive meetings served as our collective generative time, gradually forming a concept and practice of “friendship” to counter systematic hierarchical relationships in institutions and contemporary art. This theme metaphorically proposed a fluid and steadfast structure to warm up a new “cold” neighborhood. It filled us with hope and togetherness. We cooked together, ate together, and supported each other. We wanted to establish a friendship monument and a playground to bring various workshops. We organized ongoing reading groups, and eventually reached a unanimous decision to develop a flea market to develop a platform that facilitates equitable exchanges within the neighborhood.

However, when a students’ collective finds itself in an institutional relationship characterized by hierarchy, it encounters a complex interplay among the individual, the educational institution, and the external partner community. This trinity of forces creates big challenges that shape the collective’s dynamics, the distribution of power and decision-making processes. This led to the group to face challenges and required a continuous and lengthy process of reconciliation. Equitable representation is not easily achieved, especially when it is difficult for us to let go of our individual selves to varying degrees.

Another challenge is the management of time and commitments. Due to the high cost of living in Geneva, many members of our collective needed to take on additional work to sustain their livelihoods. Coupled with academic schedules and personal project practices, this sometimes imposed limitations on the availability of time.

In a constant friction and coordination between our shared vision and daily practices, a cumulative escalation of internal and external pressures, we have experienced the weight of friendship without effective tools, experience, sufficient time, and a more supportive external environment. After a fierce collision, our collective underwent a transformation from a collective entity to individuals.

Maybe the conflicts, constant readjustment of power dynamics, and daily practices grounded in togetherness are integral to the creative process of a collective. By embracing the lessons learned from “failure”, we gained the opportunity to rejuvenate and examine the underlying structural challenges. The collective, perhaps, is a perpetual process of continuous reconfiguration, always evolving and adapting to new horizons.

O Friends, There Is No Friends

Byungseo Yoo

The collective project of Quartier de l´Étang[1]

Introduction

This text discusses the mandatory collective project in the master TRANS- program, wherein I was part of the Quartier de l'Étang collective. This project, mentored by microsillons, focuses on a newly-developed Vernier neighborhood. […]

[…] Gentrification entails reinventing spaces devoid of historical essence, often necessitating defining monuments like large-scale sculptures. As Ley (2003) emphasizes, artists' presence is critical in gentrification, establishing a 'new cultural economy' (p. 2527). Zukin (1995) concurs, asserting art's crucial role in forming new identities in these history-deprived locations. Therefore, art becomes an instrument in gentrification, particularly in public monumental works involving considerable capital. Thus, I categorize art as a gentrification component, with 'friendship' as its counterpoint and 'play' as a subset of friendship. […]

[…] when examining gentrified spaces, it is essential to look at them not as a 'guaranteed city' but rather as a 'disturbed ecosystem' akin to what Tsing (2015) [with the concept concept of a "disturbed ecology"]describes. This approach emphasizes the importance of recognizing these spaces' complex relationships and dynamics and the potential for Hope and positive change that emerges from the interactions between individuals and communities.

[…] Drawing on Derrida's (2000) concept of hospitality, I derived a concrete methodology for the collective project. Interpreting hospitality as an element of friendship became an invaluable tool for analyzing the relationships and interactions within the 'disturbed ecosystem' that Tsing (2015) describes.

The implementation

In the l'Étang collective, where members had no personal relationships, familiar tastes, age, culture, or language in common, [I proposed that we form] temporary "friendships" to carry out the […] project […]. Instead of pursuing a single goal, we would meet at designated times to propose our activities and participate in each other's initiatives.

However, this approach faced a challenge: the project was an institution-to-institution collaboration between the city of Vernier and HEAD. Nevertheless, the actions of the l'Étang Collective could easily [have been] misinterpreted as a friendly game between

1 Excerpts chosen by the editors, from an original longer text version.

middle-class art students by outsiders who were unaware of the context of the initiative. Another problem became apparent during the first field workshop at the Quartier de l'Étang. The primary function of Cafe des Possible, which served as an on-site [station] for [this collective project], was also a place for welcoming children from the neighborhood […]. Reconciling the site's needs with […] [our] goals, which included critically examine gentrification […] was a challenge.

Due to this tension, cultural workers on the site sometimes asked some of l'Étang Collective's members to engage in "(creative) care" on an individual-to-individual favor alike rather than an institution-to-institution basis. [The fact that] some complied with this request and [some] did not created a certain tension within the collective […].

Despite these challenges, the collective organized [an] action: a flea market. Derrida's concept of hospitality, encompassing "negotiation, compromise, and transaction", evokes [for me] the lively environment of a flea market, where various objects are sold, and endless negotiations, compromises, and transactions occur (Derrida, 2000, p. 147). The flea market was chosen because it guarantees the autonomy of all participants and allows them to reap their rewards free from institutional economic supervision and taxes.

Inspired by Martha Rosler's use of a flea market in her MoMA retrospective (a critique of consumer culture highlighting art's connection to daily life) I appreciate the potential of unconventional mediums like flea markets to address societal issues. Rosler's (2013) advocacy for an 'artistic mode of revolution' against gentrification and the 'creative class' has been instrumental in guiding the collective project.

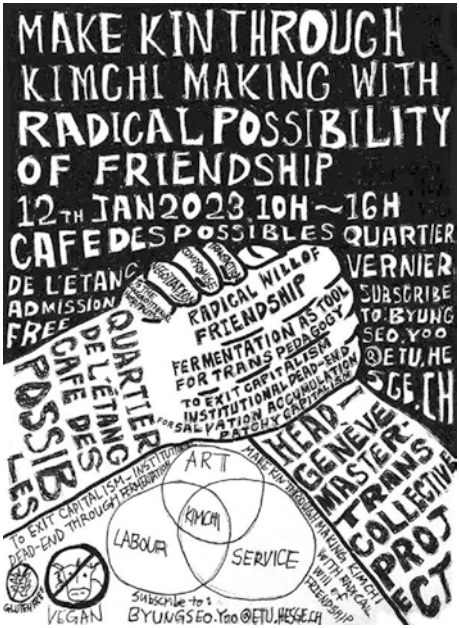
Gentrification often utilizes art as an "artistic mode of production" as noted by Rosler (2013). This project posits that flea markets can counteract this exploitation and nurture genuine relationships, resonating with de Certeau's (1984) concept of creating social meaning from everyday life. The flea market is seen as a miniature democracy, embodying a shift from Derrida's 'conditional hospitality' to "unconditional hospitality" (Derrida, 2000).

Flea market poster. Poster design by Benoit Casot, photo by master TRANS–.

My interest with the l'Étang collective, a conjonction of various personal projects, was driven by communal cooking and meal sharing. This interest stems from de Certeau's (1984) proposition that everyday cooking can be as meaningful as artistic creation, leading me to manifest art through cooking. Besides building community, food offers an entropy-friendly form of composition that, unlike enduring art forms like painting or sculpture, is meant to be consumed, mitigating material waste. Consequently, I prioritize meaning production over physical creation, upholding this value in my artistic endeavors.

Through several workshops with the l'Étang collective, we pursued diverse actions including a cooking workshop in March 2022 […]. During the flea market event, I held a composting workshop with Benoît Casot showcasing the ecological potential of everyday practices in Quartier de l'Étang. Lastly, I organized in Vernier a winter fermentation event inspired by the Korean 'Kimjang' ritual […].

Anaerobic compost a.k.a. Bokashi compost workshop at the flea market. Workshop run by B. Yoo & B. Casot, photo by B. Yoo.



Fermentation Workshop Poster.

Conclusion

The heartbeat of the l'Étang project lies not in Quartier de l'Étang's physical space but in shared experiences within our circle of "friends," reflecting Foucault's assertion of friendship as a potent political possibility (Foucault, 1983). […]

The measure of our project is not in tangible outcomes but lies in the complex, evolving network of friendships—constantly open and incomplete, as Derrida posits. […]

References

- de Certeau, M. (1984). *The Practice of Everyday Life*. University of California Press.
- Derrida, J. (2000). *Of Hospitality: Anne Dufourmantelle Invites Jacques Derrida to Respond*. (R. Bowlby, Trans.). Stanford University Press.
- Foucault, M. (1983). 'The subject and power'. In H. Dreyfus & P. Rabinow (Eds.), *Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics*. University of Chicago Press.
- Ley, D. (2003). *Artists, aestheticisation and the field of gentrification*. Urban Studies, 40(12), 2527-2544. https://doi.org/10.1080/0042098032000136192
- Rosler, M. (2013). *Culture Class*. In J. Aranda, A. Vidokle, & B. Kuan Wood (Eds.), e-flux journal.
- Tsing, A. L. (2015). *The Mushroom at the End of the World: On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*. Princeton University Press.
- Zukin, S. (1995). *The Cultures of Cities*. Blackwell.

MERCI !
Virgile Tinarrage

L'expérience collective du Quartier de l'Étang a été pour moi d'une profonde richesse. Travailler avec Ana, Anne, Benoît, Byungseo, Chao, et Julie m'a beaucoup appris. Bien que nous n'ayons pas tous des relations proches, je les considère maintenant comme des ami·e·x·s, des compagnon·gne·x·s avec lesquels j'ai donné de mon temps et de mon énergie pour construire quelque chose.

Ce projet a travaillé ma conscience, j'aimerais en témoigner avant tout par des questionnements qui m'ont traversé et se sont imposés à moi durant ce projet :

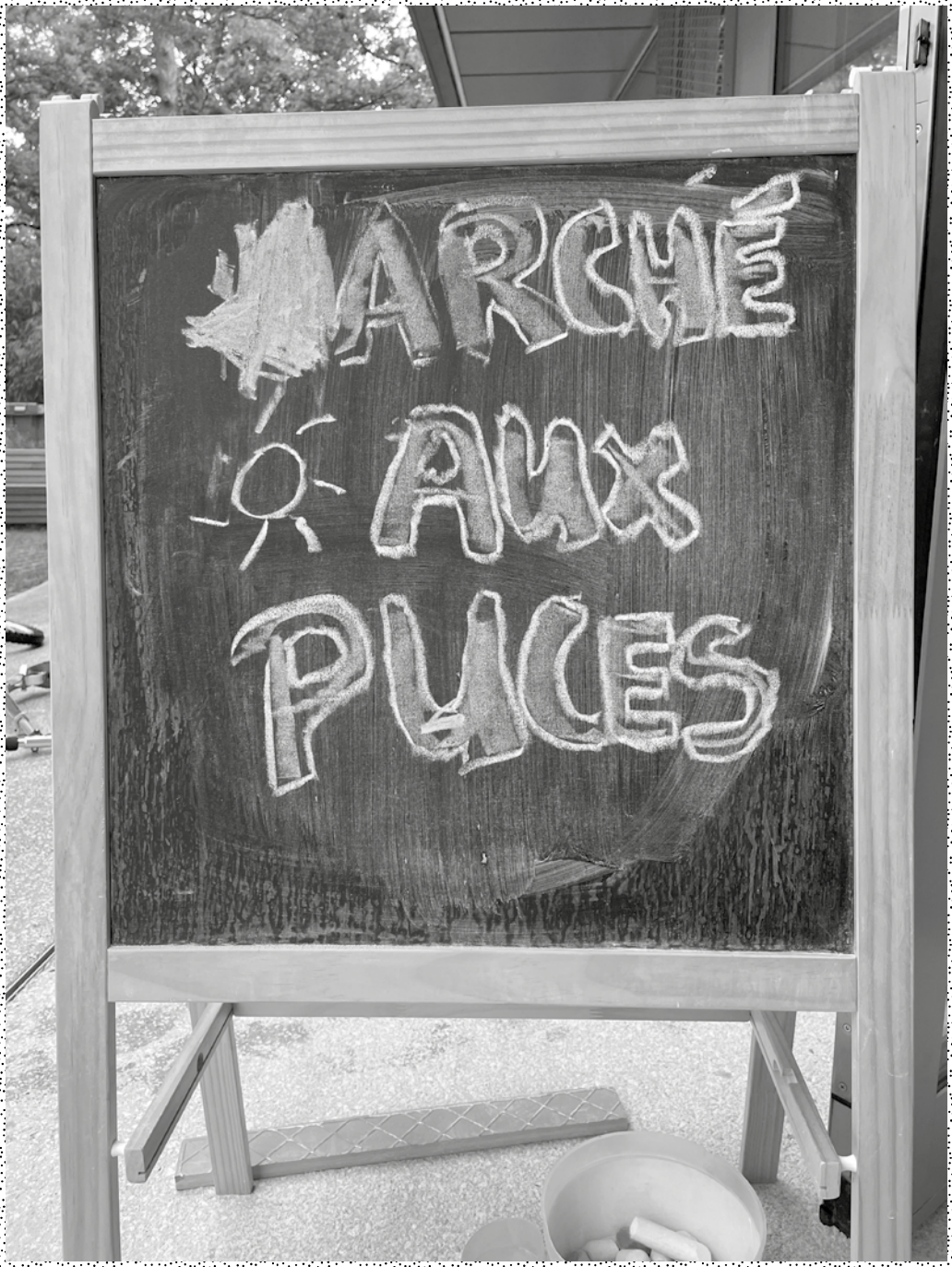
Qu'est-ce qu'un collectif ?
Quelle place prend l'affectif dans le collectif ?
Est-il possible de co-créer sans que nos émotions soient de la partie ?
Comment cet affectif influence-t-il la cohésion ?
Nos différences, nos polarités, nos tendances, nos personnalités, nos visions du monde, nos fonctionnements, comment les dépasser, comment les réunir ?
Qu'ont-ils à voir entre eux ?
Quelles sont mes limites ? De quelle souplesse suis-je capable ?
Pourquoi suis-je attiré par le travail en collectif et pourquoi en ai-je peur ?
Comment unir nos forces au service d'autre chose que notre intérêt personnel ?
Quelle est cette chose qui peut unir nos forces ?
Quel élément peut nous mettre tous·te·x·s d'accord, peu importe la situation et les conditions ?
Vouloir créer une amitié, est-ce vain ?
Si rien ne nous lie, sur quelle base se rencontrer ?
Quelle base permet l'union ?
Est-il possible d'être d'accord, faut-il toujours l'être ?
Quels sont les besoins d'un groupe ? sont-ils séparables de mes besoins ?
De quoi ai-je besoin ?

À ces questionnements s'ajoute une série de choses auxquelles j'ai appris qu'il fallait être attentif·ve·x :

L'apprentissage n'a pas de fin.
Comprendre le cadre.
Discerner mes envies et celles de l'institution.
Être conscient de mon statut dans l'institution.
Parler un peu allemand, chinois, français, portugais, coréen mais surtout anglais.
Faire une préparation de chou-fleur au miso.
Comprendre un peu comment je fonctionne.
Mes larmes m'appartiennent.
Percevoir les limites de ma compréhension, l'étendue de mon ignorance.
Comprendre que prendre des initiatives c'est se mettre en danger.
En groupe, affirmer une initiative, c'est important, être souple par rapport à mes envies c'est important.

Le Spanungsbogen calme le jeu.
Parfois le groupe a besoin que je parle et parfois que je me taise.
Le groupe est un corps avec des besoins, un rythme, des émotions.
Voir notre aventure comme un récit.
Chaque personne perçoit les choses différemment.
Écouter les autres et ne pas écouter les autres.
Le care ça ne se construit pas.
L'amitié ça ne se construit pas.
Le lien affectif permet un care et empêche le care.
Le *care* des autres est colossal et le care de mon petit cœur c'est déjà colossal.
Parler fort fatigue.
Le regard transmet beaucoup d'émotions.
Le dialogue fluidifie beaucoup de choses incomprises, il peut nous épuiser
– l'interaction physique permet de se redécouvrir, le partage de ressentis, le partage des idées permettent de se redécouvrir.
L'autre m'aime, j'aime l'autre.
L'amour et la vie nous unissent.
Quand ma tête est confuse, mes émotions et mon comportement aussi.
Quand mes émotions sont fortes, ma tête est confuse, je ne maitrise pas mes actes.
Faire avancer un projet demande parfois de casser des projections.
Faire un projet, c'est stimulant.
Réaliser un projet, c'est impossible.
La réalité est riche et mystérieuse.
À 2 sur 7, le projet continue.
Même si je ne comprends pas l'autre et ce qu'il me propose, je l'accompagne avec respect.
Poser des questions fondamentales peut être violent mais important.
Une certaine légèreté apparente peut cacher un grand sérieux intérieur.
Prendre l'air ça fait du bien, ouvrir les fenêtres allège l'air que nous partageons.
Nous ne sommes pas des arbres.
Au sein d'un projet collectif, travailler sur un sujet qu'on aime permet aussi de se faire plaisir.
Dans le collectif rien ne nous appartient vraiment.
Rendre service est une bénédiction.
Quelque chose d'anodin peut rayonner.
Partager une sensibilité permet de se sentir compris.
Le projet qui commence le mieux peut virer en catastrophe, ne pas fuir la catastrophe.
L'échec est porteur de lumière.
Le projet peut être le lieu de rencontres pour des relations qui le dépassent.
Le projet est un espace d'expérimentation.
L'expérimentation en collectif est intense car les expériences de chacun·e·x sont vécues par touste·x·s.
Parfois il faut être simple.
Parfois il faut faire quelque chose sans attendre d'avis.
Parfois il ne faut pas attendre de reconnaissance.
Rester assis toute une journée fait mal aux fesses.
L'absence de structure pousse des micro-groupes à se créer pour subsister.
Pas de WhatsApp après 18 h, c'est top.

En Suisse c'est bien d'être à l'heure.
Mes certitudes sont infondées.
Je peux toujours être bouleversé bien que je pense être stable.
Certaines personnes prennent soin de nous sans que nous le sachions.
Nos états émotionnels ont un impact sur l'extérieur.
Certaines personnes attendent des choses de nous, certaines sont jalouses de nous.
Je veux faire du bien mais je fais souffrir certaines personnes.
Les enfants sont clairs.
Donner un micro à des adolescent·e·x·s peut révéler une richesse intérieure, le donner à des enfants peut casser les oreilles.
L'art et le travail social, c'est pas pareil.
Le soleil nous décomplexe, le ridicule nous rapproche.
Parler à des inconnus comme à des proches est réconfortant.
Les familles sont au centre des préoccupations de beaucoup.
Certains enfants ont beaucoup de choses à dire.
Observer ses expériences.
Se transformer seul·e·x, c'est impossible.
Les autres sont source de transformation.
Beaucoup de personnes ont le même désir que moi.
Chacun·e·x répond à ce désir différemment.
L'expérience est source de connaissance.
Quand y'en a plus, bah…
On peut cuire la salade verte.
J'espère avoir pu rendre compte de l'impact énorme que ce projet a pu avoir sur moi, maintenant je peux reconnaître plus clairement la richesse de cette expérience. Je peux dire « Merci ! »
À l'avenir et dans le présent des projets collectifs auxquels je participe, cette empreinte du projet collectif du Quartier de l'Étang joue et jouera un rôle.


MARCHÉ
AUX
PUCES

DIRECTION ÉDITORIALE
microsillons
(Marianne Guarino-Huet et Olivier Desvoignes)

RESPONSABLE DU COMITÉ DE RÉDACTION
Claude-Hubert Tatot

SUIVI DES PROJETS COLLECTIFS
Ève Gabriel Chabanon, microsillons (Marianne Guarino-Huet et Olivier Desvoignes), Claude-Hubert Tatot

ÉTUDIANT·E·X·S RÉDACTEUR·ICE·X·S PAR ORDRE DE LECTURE
Carolina Tokars Wernick, Flor Méchain, Fred Wyss, Luana La Rosa, Laís Kunzendorff
–
Gaëtan Rohrbach
–
Anne Hubmann, Ana Teresa Lourenço, Li Chaolin, Byungseo Yoo, Virgile Tinarrage

TRADUCTION DU TEXTE DE SHERRY ARNSTEIN
Virginie Bobin, microsillons et Rosanna Puyol (relecture : Mathilde Chénin).

RELECTURE
Odette Lepage

CONCEPTION GRAPHIQUE
Stéphane Hernandez

Master TRANS–
Pratiques artistiques
socialement engagées
HEAD – Genève, 2023

microsillons.head@hesge.ch
www.mastertrans.ch

Imprimé à 500 exemplaires
par Ediprim AG/SA, Biel/Bienne - CH
en décembre 2023

Prix : 20.-

Pour les étudiant·e·x·s en art qui, comme celleux du master TRANS– inscrivent leurs recherches dans le champ des pratiques artistiques socialement engagées, agir dans le réel implique de travailler de manière responsable, puisque les choix qui sont faits ont des conséquences pour les personnes impliquées. Le travail mené de manière collective et collaborative vient ainsi avec son lot de complexités éthiques et politiques qu'il faut prendre le temps de penser ensemble, de tensions qu'il faut reconnaître et apaiser sans pour autant effacer les saillances et les divergences de point de vue qui constituent la richesse d'un échange.

Pour développer de façon informée et située de telles pratiques, il est donc important de s'équiper d'outils théoriques (et ancrés dans la pratique) pour penser la manière dont la collaboration peut être menée. L'un des « outils » fréquemment cité dans la littérature autour des pratiques artistiques socialement engagées est la « Ladder of Citizen Participation » de Sherry Arnstein, texte dans lequel l'autrice propose une lecture graduée des différents modes possibles de participation citoyenne.

Dans ce troisième numéro d'Expériences en commun, les textes rédigés par les étudiant·e·x·s du master sur leurs projets collectifs sont accompagnés d'une nouvelle traduction de ce texte de référence.

—HEAD Genève

Hes·so GENÈVE
Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale